



Rapport 2018-DAEC-71

3 juillet 2018

— du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant le plan directeur cantonal

1. Documents transmis au Grand Conseil	1
2. Historique des travaux	2
3. Le décret du 2 février 2016	3
4. Nouvelles dispositions fédérales	3
5. Rôle du plan directeur cantonal	3
6. Caractéristiques du nouveau plan directeur cantonal	3
7. Structure du plan directeur cantonal	4
8. Résumé du rapport de consultation	4
9. Les divergences majeures	12
10. Principales modifications suite à la consultation publique	12
11. Modalités de gestion du plan directeur	13
12. Boussole 21 – Résultat de l'évaluation	13
13. Suite des travaux	14

Conformément à l'article 17 al. 1 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), nous vous transmettons, à titre consultatif, un rapport sur le plan directeur cantonal.

La procédure d'établissement du plan directeur cantonal prévoit que le Grand Conseil intervienne à deux reprises dans le processus:

1. Il définit les objectifs et la politique générale d'aménagement cantonal en arrêtant le programme d'aménagement cantonal. Dans le cadre de la présente révision, le Grand Conseil a adopté le 2 février 2016 un décret fixant les principes généraux et les objectifs en matière d'aménagement du territoire. Ce décret constitue le programme d'aménagement cantonal.
2. Il prend connaissance d'un rapport sur le plan directeur cantonal, à titre consultatif. Le présent rapport vise à répondre à cette exigence.

1. Documents transmis au Grand Conseil

Afin de permettre une prise de connaissance complète du dossier, quatre documents sont annexés à ce rapport. Il s'agit:

- > d'une brochure explicative «Plan directeur cantonal: Un instrument au service de l'aménagement du territoire fribourgeois» qui résume le contenu du plan directeur avec explications et description de la procédure. Cette publication a été imprimée pour la consultation publique et n'a pas été adaptée suite à cette consultation.
- > du projet de Plan directeur cantonal, adapté suite à la consultation publique. Les textes modifiés suite à cette consultation sont mis en évidence par des caractères soulignés (ajouts) ou barrés (suppression).
- > du Rapport de consultation, document établi suite à la consultation publique. Ce rapport présente l'ensemble des remarques formulées lors de la consultation publique et les réponses du Conseil d'Etat.

- > du résultat de l'évaluation Boussole 21 sur les effets du plan directeur cantonal sur le développement durable.

2. Historique des travaux

La révision du plan directeur a débuté fin 2014.

Les travaux de révision se sont déroulés selon deux étapes bien distinctes:

- Elaboration du programme d'aménagement cantonal (énumération et description des principes généraux et des objectifs d'aménagement du territoire);
- Elaboration du plan directeur cantonal (application des principes généraux et des objectifs).

Le graphique ci-dessous permet d'identifier les principales étapes passées et à venir de la révision.

Programme d'aménagement	Etudes préparatoires	Novembre 2014 - Juin 2015
	Elaboration du décret du Grand Conseil	Juillet - Septembre 2015
	Transmission au Grand Conseil par le Conseil d'Etat	Novembre 2015
	Adoption du décret par le Grand Conseil	Décembre 2015 - Février 2016
Plan directeur cantonal	Elaboration des études obligatoires	Février 2015 - Mars 2016
	Elaboration des textes et des cartes du plan directeur	Avril 2016 - Mars 2017
	Consultation interne et pré-consultation de la Confédération	Juin 2017
	Traduction et finalisation suite à la consultation interne	Juin - Août 2017
	Présentation du projet de plan directeur au Conseil d'Etat	Août 2017
	Consultation publique et examen préalable de la Confédération	Novembre 2017 - Février 2018 novembre 2017 - mai 2018
	Consultation complémentaire des communes sur les modifications et les divergences majeures	Février - Mars 2018
	Entrevues entre une délégation du Conseil d'Etat et les communes	Avril - Mai 2018
	Transmission du plan directeur au Grand Conseil pour information par le Conseil d'Etat	Juin 2018
	Présentation au Grand Conseil pour information	Septembre 2018
	Adoption du plan directeur cantonal par le Conseil d'Etat	Octobre 2018
	Approbation du plan directeur cantonal par le Conseil Fédéral	Mai 2019

3. Le décret du 2 février 2016

Le plan directeur se base sur les buts et principes de l'aménagement du territoire définis aux articles 1 et 3 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT).

Le plan directeur a également été établi à partir des principes généraux et des objectifs spécifiques issus du programme d'aménagement cantonal. Ce programme a été adopté par un décret du Grand Conseil lors de la session de février 2016.

Le plan directeur se base sur les principes généraux suivants:

1. Assurer la cohésion et un développement durable de l'ensemble du canton.
2. Renforcer le réseau entre les centres ainsi qu'entre les centres et le reste du territoire.
3. Utiliser au mieux les infrastructures existantes avant de les compléter et de les adapter.
4. Mener les réflexions en aménagement du territoire au-delà des limites administratives.
5. Promouvoir le rayonnement du canton sur les plans national et international
6. Assurer un rapport équilibré entre le développement de l'emploi et celui de l'habitat

4. Nouvelles dispositions fédérales

Les nouvelles dispositions fédérales du 1^{er} mai 2014 constituent un nouveau paradigme dans lequel le plan directeur doit obligatoirement s'inscrire. Il s'agit notamment, en raison des modifications apportées à l'article 1 de la LAT, de préciser comment le canton entend orienter l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti en maintenant une qualité de l'habitat appropriée, de créer un milieu bâti compact et de créer et maintenir un milieu bâti favorable à l'exercice des activités économiques.

Selon le droit fédéral, le plan directeur doit également définir une stratégie qui permet de donner des orientations concrètes pour les planifications régionales et locales quant aux territoires réservés à l'habitat et à l'exercice des activités économiques qui doivent être aménagés selon les besoins de la population et voir leur étendue limitée. Il s'agit également de mettre en œuvre des principes qui permettent de répartir judicieusement les lieux d'habitation et les lieux de travail et de les planifier en priorité sur des sites desservis de manière appropriée par les transports publics en vertu de l'article 3 de la loi fédérale. En matière de densification des zones à bâtir, il est attendu des mesures visant une meilleure utilisation des zones à bâtir sous-utilisées ou des critères encourageant la densification.

Le contenu minimal du plan directeur en matière d'urbanisation a également été précisé depuis 2014. Il en résulte que la planification doit identifier les surfaces nécessaires à l'urbanisation, leur répartition dans le canton et la manière dont

des expansions peuvent être envisagées avec une démonstration du besoin à l'échelle régionale.

Une grande nouveauté du droit fédéral est également l'exigence qui a été formulée d'inscrire préalablement dans le plan directeur cantonal tous les projets ayant un fort impact sur le territoire et l'environnement avant que ceux-ci ne puissent être planifiés à l'échelle locale (mise en zone et autorisation de construire).

En raison des dispositions transitoires du droit fédéral, le canton se doit de déposer pour approbation auprès de la Confédération un plan directeur adopté d'ici la fin septembre 2018 au plus tard. Il s'agit en effet de pouvoir obtenir une approbation fédérale avant le 1^{er} mai 2019 si le canton entend éviter un gel de l'ensemble de ses zones à bâtir. La Confédération effectue un examen attentif de la prise en compte de la nouvelle orientation qui est attendue notamment en matière de gestion des surfaces urbanisées.

5. Rôle du plan directeur cantonal

Le plan directeur cantonal est pour le canton le document principal de l'aménagement du territoire et son outil de planification primordial. Son importance a été consolidée dans le cadre des modifications qui ont été apportées à la LAT.

Le plan directeur définit le développement spatial du canton et coordonne toutes les activités qui lui sont liées, tout en les orientant durablement. Son application s'étend sur une période de 10 à 15 ans, mais il est conçu de manière à permettre des adaptations en tout temps et ainsi de tenir compte très rapidement des éventuelles modifications des conditions-cadre.

Le plan directeur comprend les objectifs et les principes de la politique cantonale en matière d'aménagement du territoire. Il définit les études devant encore être réalisées pour la prise de décisions à venir. Enfin, il constitue une aide à la décision pour les projets et les planifications. Pour les régions et les communes, il énonce les lignes du développement spatial souhaité par le canton.

Le plan directeur se base sur des études cantonales, des plans sectoriels et des inventaires, aussi bien que sur l'expérience et la pratique acquises en matière d'aménagement du territoire.

6. Caractéristiques du nouveau plan directeur cantonal

Le nouveau plan directeur cantonal a été établi en tenant compte au mieux des directives données par la Confédération dans son Guide pour la planification directrice.

Les principales nouveautés proposées sont:

- > l'élaboration d'un volet stratégique qui permet de comprendre les principaux axes du développement spatial souhaité;
- > l'identification d'un territoire d'urbanisation sur la carte de synthèse présentant les secteurs où des mises en zones à bâtir peuvent être étudiées à l'échelle locale;
- > la définition d'une typologie appliquée à l'ensemble des secteurs construits pour différencier les priorités d'urbanisation;
- > des critères pour orienter la densification dans les endroits les plus appropriés;
- > l'élaboration de fiches de projet pour les projets ayant de forts impacts sur le territoire et l'environnement.

7. Structure du plan directeur cantonal

Le nouveau plan directeur cantonal comprend un volet stratégique, des textes, des cartes et des fiches de projet qui constituent à eux quatre le plan directeur cantonal en tant que tel, ainsi qu'un rapport explicatif.

7.1. Introduction

L'introduction reprend certains des éléments généraux concernant la nature et les enjeux du plan directeur cantonal révisé. Elle détaille en outre la table des matières et la structure du document, constituant ainsi un guide de lecture pour aborder le plan directeur cantonal.

7.2. Volet stratégique

Le volet stratégique définit la stratégie d'aménagement du territoire à un horizon de 25 ans, soit au-delà de la durée de validité du plan directeur. Il permet également de démontrer comment les principes et objectifs définis par le Grand Conseil ont été pris en compte dans le contenu proposé.

7.3. Volet opérationnel

Ce volet se compose de quatre chapitres:

- > Urbanisation et équipement
- > Mobilité
- > Espace rural et naturel
- > Environnement

Chaque chapitre est subdivisé en soixante-trois thèmes. D'autres thèmes pourront s'ajouter ultérieurement. Les différents thèmes sont toujours structurés selon le même schéma. Les titres des subdivisions et leur numérotation se présentent comme suit:

1. Objectifs
2. Principes
3. Mise en œuvre

7.4. Cartes

En plus de la partie texte, le plan directeur comprend une carte de synthèse et différentes cartes de détail directement intégrées aux thèmes concernés. Ces documents font partie intégrante du plan, dont ils complètent le contenu écrit, en situant géographiquement la ou les parties du thème traité.

La carte de synthèse est établie à l'échelle de 1:50 000, conformément aux exigences de la Confédération. Elle illustre l'état actuel de l'aménagement du territoire dans le canton. Si elle se veut la plus complète possible, elle se limite inévitablement aux éléments essentiels.

La carte de synthèse a été corrigée suite à la consultation publique. Un tirage limité est transmis au Grand Conseil, car il n'est pas possible, pour des raisons financières notamment, de donner un exemplaire imprimé à chaque député. La carte sera réimprimée suite à l'adoption du Conseil d'Etat. Le site internet dédié au plan directeur permettra une consultation de la carte adoptée par le gouvernement dès sa transmission à la Confédération pour approbation.

8. Résumé du rapport de consultation

Dans le résumé du rapport de consultation, les prises de position des intervenants alternent avec les réponses du Conseil d'Etat. Afin de faciliter la compréhension du lecteur, les réponses du Conseil d'Etat figurent en italique.

8.1. Nombre de prises de position

106 communes, 13 associations de communes, la Confédération, 3 cantons voisins, 5 partis politiques, 27 associations non gouvernementales, 119 particuliers et 3 associations ou bureaux d'aménagement du territoire se sont prononcées.

8.2. Remarques générales

Majoritairement, les intervenants trouvent le document clair et bien structuré. Ils relèvent la qualité des moyens de communication mis à disposition (soirées d'information, brochure, site internet) pour la prise de connaissance du projet.

La Confédération tient à relever l'important travail effectué par le canton de Fribourg afin de réviser en profondeur son plan directeur. Les démarches réalisées ont conduit à simplifier le document actuel, même si le plan directeur reste volumineux. Elle salue en outre l'intégration de fiches de projet dans le plan directeur, démarche visant à répondre à l'article 8 al. 2 LAT.

Certaines prises de position redoutent que le canton établisse trop de planifications contraignantes pour les autorités subordonnées.

Plusieurs communes et associations de communes souhaitent que le canton soutienne financièrement l'établissement des plans directeur régionaux et des plans d'aménagement local. *Des modalités de soutien financier pour les plans directeurs régionaux par le biais du fonds sur la plus-value sont désormais prévues par la loi cantonale. Par contre, comme toutes les subventions pour l'aménagement local ont été supprimées en 1991, le gouvernement estime qu'il n'est pas opportun de réintroduire un tel mécanisme pour l'aménagement local qui est une tâche courante des communes depuis de nombreuses années.*

Plusieurs intervenants demandent que le plan directeur attribue des tâches à des associations, des entreprises de transport ou aux requérants pour les demandes de permis de construire ou que les tâches courantes des services soient listées dans le plan directeur.

Le Conseil d'Etat précise que le plan directeur cantonal est un instrument qui ne lie que les autorités. C'est pourquoi il ne peut attribuer des tâches qu'à des instances qui interviennent dans le processus de planification (plan directeur régional ou plan d'aménagement local). Afin de limiter le contenu du plan directeur, il a été décidé de ne pas reprendre les tâches courantes dans le plan directeur cantonal, par ailleurs majoritairement définies dans les bases légales.

8.3. Conséquences du plan directeur cantonal sur l'aménagement local

Plusieurs prises de position émanant des communes ou d'associations de communes s'inquiètent de la nécessité d'adapter le plan d'aménagement local à brève échéance ou de la remise en question des travaux en cours suite au nouveau plan directeur cantonal.

Le Conseil d'Etat est conscient des travaux importants de planification que les communes ont dû entreprendre suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) en 2010. Seules les communes qui n'ont pas terminé ces travaux ou qui ne disposent pas encore d'un plan d'affectation des zones conformes aux critères de dimensionnement du plan directeur cantonal de 2004 doivent finir leurs travaux au plus tôt. Le nouveau plan directeur cantonal ne donne aucun nouveau délai en matière d'adaptation des plans d'aménagement local. Pour les communes dont les travaux sont en cours, le nouveau plan directeur cantonal sera applicable dès son adoption par le Conseil d'Etat pour tous les plans d'aménagement local qui seront mis ou remis à l'enquête publique après cette date.

Plusieurs communes ou associations de communes remettent en question l'obligation de réviser les plans d'aménagement local tous les 15 ans pour les entités qui n'ont pas de possibilité d'étendre leurs zones à bâtir.

Le Conseil d'Etat précise que l'obligation de révision découle directement des délais donnés par les bases légales fédérales et cantonales pour le réexamen périodique de l'ensemble des

zones à bâtir. Par ailleurs, étant donné le contenu matériel traité dans la planification locale, les travaux de révision ne se cantonnent pas uniquement à la planification des extensions de zones à bâtir. Ces autres aspects peuvent revêtir une grande importance pour l'appréciation des demandes de permis de construire. Il est donc essentiel d'avoir un plan d'aménagement local qui correspond aux exigences des bases légales en vigueur.

Des prises de position émanant des autorités communales s'inquiètent de nouvelles exigences qui pourraient être formulées dans le nouveau Guide pour l'aménagement local, même si cette publication est vivement attendue pour orienter les communes dans leurs travaux.

Le Guide pour l'aménagement local comprend une partie qui a valeur de directives comme les bases légales cantonales le spécifient. Toutefois, cette publication est, dans sa majeure partie, à comprendre comme des recommandations et il n'est pas possible, dans un document qui ne suit aucune procédure, de fixer des exigences qui n'ont pas une base formelle dans les bases légales fédérales, cantonales ou encore dans le plan directeur cantonal.

8.4. Scénario démographique

Plusieurs prises de position, notamment certaines émanant de cantons voisins, s'inquiètent de l'ampleur de la croissance démographique projetée.

Le Conseil d'Etat a établi le nouveau plan directeur en totale adéquation avec les exigences fédérales qui exigent de se référer aux scénarios démographiques de l'Office fédéral de la statistique. Le choix du scénario élevé, effectué par le Grand Conseil dans le cadre du programme d'aménagement cantonal, n'a pas été remis en question. Même si la croissance prévue ne se réalise pas totalement d'ici 25 ans, il est important de savoir comment cette croissance sera gérée sur le territoire cantonal. La Confédération a estimé qu'avec les critères de dimensionnement proposés pour les zones pouvant accueillir de l'habitat, l'exigence d'études en matière de densification et le cadre donné pour les nouvelles mises en zone (indice de 1 et typologie des constructions) le canton propose un cadre qui permet globalement de gérer la croissance annoncée.

8.5. Priorités d'urbanisation

Plusieurs communes ont demandé que le type de priorité d'urbanisation qui leur avait été attribué soit revu. Il s'agit essentiellement de communes en priorité 4 qui demandent un passage en priorité 3.

Des vérifications ont été effectuées sur l'ensemble du territoire en fonction des constructions qui ont été réalisées depuis la mise en consultation publique et la mise à jour des statistiques sur la population. Des corrections ont été apportées uniquement lorsqu'une part du territoire communal atteint le seuil d'habitants-emplois par hectare fixé pour la priorité 3.

8.6. Territoire d'urbanisation

La nouvelle notion de territoire d'urbanisation a suscité de nombreuses réactions. Certains intervenants s'inquiètent de son caractère trop restreint (communes principalement), d'autres de son étendue trop importante (cantons voisins, associations de protection de l'environnement, notamment). La Confédération estime que le territoire indiqué est maximal et que, compte tenu des critères de dimensionnement proposés, son ampleur est à relativiser; l'approbation fédérale ne portera que sur le chiffre global maximal des extensions de zones à bâtir envisagées moyennant la transmission de scénarios chiffrés des extensions de zones à bâtir possibles par période de 5 ans pour l'approbation. Certaines communes demandent des adaptations pour l'extension de zones spéciales.

Le territoire d'urbanisation représente les secteurs où des mises en zone peuvent être étudiées. L'ensemble ne sera pas urbanisé ou mis en zone à l'horizon de planification du plan directeur cantonal. Il ne traite pas des zones spéciales qui sont liées à des projets spécifiques et qui ne peuvent être autorisées que pour des projets qui ne peuvent pas être réalisées dans les zones à bâtir des localités. Le Conseil d'Etat fournira les compléments demandés à la Confédération pour l'approbation.

La Confédération n'accepte pas que des mises en zone puissent se faire à l'extérieur du territoire d'urbanisation pour des mises en conformité du tissu bâti existant sans savoir de quel cas il s'agit et l'ampleur en surface de ces mises en conformité. Ces extensions devront être prises dans l'étendue globale des extensions annoncées.

Le canton effectuera les compléments demandés pour l'approbation.

Certaines communes demandent que le territoire d'urbanisation soit adapté en fonction de leur planification en cours même si elles ne sont pas encore transmises pour approbation au canton.

Le territoire d'urbanisation du plan directeur ne peut reprendre des extensions qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation cantonale, car celle-ci permet d'effectuer une analyse des intérêts publics en présence et de la conformité des extensions proposées aux nouveaux critères des lois fédérale et cantonale. En cas de planification régionale, des adaptations seront possibles en restant dans l'enveloppe attribuée à la région pour autant que les critères du plan directeur soient respectés.

Plusieurs communes s'étonnent que le territoire d'urbanisation comprenne des secteurs de protection de la nature ou de sites construits. La Confédération demande que le territoire d'urbanisation soit réévalué afin de déterminer si des intérêts publics majeurs ne doivent être pris en compte dans certains secteurs.

Effectivement, le territoire d'urbanisation tel que soumis à consultation publique ne tenait pas compte des dispositions de protection (nature, paysage, site construit,...) parfois res-

trictives quant aux possibilités de construire dans certains secteurs de protection. Des corrections ont donc été effectuées, car des mises en zone ne pouvaient pas être envisagées sur la base des mesures de protection en vigueur.

8.7. Critères de dimensionnement

La Confédération demande que le canton lui fournisse des scénarios chiffrés afin de démontrer que les zones à bâtir ne dépasseront pas à 15 ans le chiffre global donné dans les directives techniques vu les critères de dimensionnement proposés. Le canton doit également fournir une estimation par commune des terrains non construits dans les zones à bâtir légalisées par commune pour qu'une approbation puisse être envisagée.

Les données souhaitées seront transmises.

La Confédération demande que le nombre maximal d'extension des zones à bâtir à 15 ans soit de 2 pour les secteurs en priorité 4 afin que la répartition de la croissance effectuée entre les quatre priorités d'urbanisation soit mieux assurée. Il s'agit d'une exigence pour l'approbation.

Ce complément sera effectué.

Les communes, principalement en priorité 4, estiment que les critères de dimensionnement sont trop restrictifs et qu'ils devraient être assouplis.

Compte tenu des exigences fédérales pour l'approbation, les critères de dimensionnement ne seront pas assouplis.

Plusieurs prises de position demandent que le potentiel d'extension des zones à bâtir puisse être regroupé sur un seul secteur dans une commune comprenant plusieurs priorités.

La proposition a été retenue en précisant que ce regroupement doit être effectué en faveur de secteur(s) présentant la priorité d'urbanisation la plus élevée.

8.8. Densification

La Confédération estime que l'indice de 1 prescrit pour les nouvelles mises en zone et les exigences formulées en matière d'étude sur la densification des zones à bâtir légalisées avant toute extension sont des mesures opportunes pour que la stratégie cantonale respecte les nouveaux principes du droit fédéral. Plusieurs communes ou associations de communes demandent que l'exigence de l'indice de 1 soit revue à la baisse et/ou différenciée sur le territoire.

Compte tenu de l'appréciation fédérale, cette exigence est maintenue. Il semble que certaines communes aient estimé que l'indice indiqué était applicable pour toutes les zones à bâtir, y compris celles déjà légalisées. Il s'agit manifestement d'une incompréhension. L'indice minimal de 1 n'est applicable que pour les nouvelles mises en zone.

Plusieurs communes et associations de communes demandent que les grandes orientations des études de densification

figurent dans le texte du plan directeur tel que prévu lors de la consultation publique au contraire de ce qui était prévu dans la consultation restreinte de avril-mai 2018.

Ce contenu sera maintenu.

Plusieurs communes et associations de communes souhaitent que le canton soutienne financièrement l'établissement des études de densification.

Le financement est prévu dans les dispositions régissant le fonds sur la plus-value.

Suite à la consultation restreinte, plusieurs communes et associations de communes demandent que la densification soit possible dans les secteurs présentant une qualité de desserte de niveau C en transports publics ou une bonne qualité de desserte en mobilité douce.

Le plan directeur cantonal a été adapté en précisant les critères préalables à respecter pour qu'une desserte en mobilité douce puisse être qualifiée de bonne.

La Confédération soutient le choix du niveau de desserte C pour la densification, mais ne souhaite pas que ce choix soit à la base de demandes d'augmentation de l'offre en transports publics sur le réseau ferroviaire, des demandes qui pourraient avoir des conséquences sur les finances fédérales.

Le canton estime que le principe vise en premier lieu à densifier les secteurs où l'offre ferroviaire existe. Il est conscient que l'augmentation de l'offre ferroviaire est planifiée dans les instruments de la Confédération et non dans le plan directeur cantonal, mais retient aussi que l'on ne peut raisonnablement pas envisager une augmentation de 50 pour cent de la population cantonale sans envisager des renforcements idoines de l'offre en transports publics et notamment l'offre ferroviaire.

8.9. Obligation de construire

Plusieurs communes demandent que le canton mette à leur disposition des modalités pour lutter efficacement contre la thésaurisation des zones à bâtir légalisées, notamment en raison des critères très stricts proposés pour le dimensionnement des zones à bâtir. La Confédération exige que le contenu du plan directeur soit complété avec les modalités que le canton a prévu pour garantir la disponibilité juridique des zones à bâtir et pour réaliser l'obligation de construire telle que définie dans le droit fédéral; cette exigence doit être remplie en vue de l'approbation du plan directeur cantonal.

Le Conseil d'Etat a complété le contenu du plan directeur en tenant compte sur ce point de l'issue des débats du Grand Conseil sur la modification de la loi cantonale.

8.10. Zones d'activités

La Confédération prend note que le canton estime qu'il besoin de 400 hectares de surfaces disponibles en zones d'activités pour la construction à l'horizon de 15 ans et que ce chiffre correspond aux zones d'activités disponibles pour

la construction dans les surfaces actuellement légalisées. Elle précise qu'en aménagement du territoire les calculs s'effectuent usuellement sur les surfaces non construites et que, selon sa propre statistique, ces surfaces non construites légalisées seraient de l'ordre de 600 à 700 hectares dans le canton de Fribourg. Elle suppose que le canton n'a pas pris en compte les réserves d'entreprise. Comme le canton développe une stratégie de stabilité de l'étendue des zones d'activités à l'horizon de 15 ans, elle accepte ces divergences dans les chiffres annoncés, en raison de méthodes différentes de diagnostic. Elle demande toutefois que le canton fixe un nombre d'emplois qu'il entend atteindre à l'horizon de 15 ans pour être conforme aux directives fédérales pour les plans directeurs cantonaux.

Le nombre d'emplois attendu à l'horizon de 15 ans sera précisé.

La Confédération soutient le principe de compensation par dézonage ou changement d'affectation de zones d'activités mal localisées pour les extensions des zones d'activités durant les 15 prochaines années. Elle précise que le contenu des plans directeurs régionaux devra être suffisamment explicite pour que l'étendue globale actuelle des zones d'activités ne puisse pas être agrandie.

Le contenu du plan directeur semble répondre à cette demande. Les guides établis par le canton pour l'aménagement local et régional donneront encore des précisions plus techniques sur les modalités à mettre en œuvre aux échelons de planification inférieure.

La Confédération n'est pas favorable à la création d'une réserve cantonale de zones d'activités non quantifiée et dont l'origine n'est pas précisée. Elle estime que le principe qui stipule que le canton n'est pas soumis aux critères de dimensionnement des zones d'activités pour les projets cantonaux n'est pas conforme au droit fédéral et elle soupçonne le canton de vouloir surdimensionner les zones d'activités. Le contenu proposé pour les zones d'activités ne peut pas être approuvé par le Conseil fédéral tant que ces aspects ne correspondront pas aux exigences du droit fédéral.

Le plan directeur cantonal précisera que la réserve cantonale sera constituée des 40 hectares de zones d'activités surdimensionnées que comprend actuellement le canton et que cette réserve sera alimentée au gré des mesures de dézonages. Le COPIL a décidé les réserves issues de dézonages qui ne concernent pas le redimensionnement viendraient par contre alimenter la réserve de la région concernée et non pas celle du canton. Pour le principe qui ne soumet pas les projets cantonaux aux critères de dimensionnement, il sera supprimé.

La majorité des intervenants soutient la variante qui confie aux régions la gestion des zones d'activités.

Le thème a été adapté en conséquence.

Plusieurs communes demandent que la typologie de leur zone d'activités soit revue (passage en zones d'activités cantonales) ou que celle-ci soit reconnue en tant que zone d'activités régionale.

Des contrôles pour toutes les demandes de reconnaissance ont été systématiquement effectués et aucune des zones proposées ne remplit l'ensemble des critères d'appartenance. Pour les zones d'activités régionales, la démarche proposée stipule qu'il appartient aux régions d'identifier ce type de zones par le biais d'un plan directeur régional.

Plusieurs communes ou associations de communes demandaient que le délai pour identifier les zones régionales et les secteurs où les mises en zone d'activités peuvent être étudiées soit de plus de deux ans (délai donné dans la version de consultation publique) ou de 5 ans et non de 3 ans (délai de la consultation restreinte).

Les travaux doivent être entrepris par les régions dès que possible, car il est essentiel de donner au tissu économique des conditions claires pour son maintien et son développement. Le délai se doit donc d'être court. La plupart des régions ont déjà initié leurs réflexions. Il est donc proposé d'en rester à une durée de trois ans (ce délai vaut pour mettre un projet de plan directeur régional en consultation).

Plusieurs communes ou associations de communes estiment que les principes proposés qui lient l'extension des zones de troisième catégorie (autres zones) au dépôt simultané d'une demande de permis sont irréalistes.

La mise en zone d'activités coordonnée avec une demande de permis est pratiquée depuis de nombreuses années en cas de projets urgents (tel Nespresso à Romont) à satisfaction des différents acteurs. Le principe n'est donc pas irréaliste.

Les communes concernées par des secteurs stratégiques en milieu urbain demandent que les exigences formulées soient revues et qu'une certaine mixité soit possible dans ces secteurs.

La remarque est pertinente et des adaptations ont été effectuées dans le thème et les fiches de projet concernés.

8.11. Logement

La Confédération invite le canton à compléter son plan directeur avec un thème sur le logement, car plusieurs districts du canton de Fribourg se caractérisent par une situation tendue sur le marché du logement: entre 2013 et 2017, les districts de la Gruyère, de la Sarine et de la Singine présentent un taux de vacance moyen proche de 1% et celui de la Veveyse un taux moyen de 0,6%. Le canton présente dès lors un besoin avéré d'intervention en faveur de logements à prix abordables, pas uniquement dans les communes concernées par un taux élevé de résidences secondaires. Le canton est de ce fait invité à compléter le plan directeur cantonal en explicitant par quels objectifs et mesures visant à garantir une offre de logements répondant à la diversité des besoins, et notam-

ment à promouvoir la construction de logements à prix abordables, adaptés aux familles et aux personnes âgées, en ciblant son action sur les régions les plus touchées par cette problématique, ainsi qu'à encourager une appréhension de celle-ci à l'échelle intercommunale et à apporter son soutien aux actions réalisées par les communes, les agglomérations et les régions.

Suite à une intervention parlementaire sur la nécessité de se doter d'une loi sur le logement, le Conseil d'Etat et le Grand Conseil ont estimé récemment que les dispositions actuelles en la matière étaient suffisantes. Le plan directeur cantonal étant un instrument de compétence du Conseil d'Etat et non du Grand Conseil, il n'est pas du ressort du plan directeur cantonal de définir une stratégie sur la question du logement. Toutefois, un observatoire du logement est en train d'être mis en place. En fonction des résultats obtenus, le Conseil d'Etat examinera s'il doit proposer une action au Grand Conseil. Le cas échéant, le plan directeur cantonal sera complété.

8.12. Energie

Plusieurs communes avec des sites prioritaires pour l'éolien, certaines associations de protection de l'environnement, un parti politique et plus d'une centaine de particuliers remettent en question le concept éolien, la méthode suivie et les sites retenus. La Confédération demande de reprendre les principes qu'elle a définis pour les petites éoliennes, les propositions du canton semblant trop souples.

Le canton maintient les résultats de sa planification compte tenu des objectifs de sa stratégie énergétique et de la part que l'énergie éolienne doit atteindre à futur. Le concept éolien a été élaboré en prenant en considération un maximum de critères et en établissant les vérifications possibles à l'échelle cantonale. Les sites retenus sont les secteurs où des parcs éoliens peuvent être étudiés. Les communes n'ont, pour l'heure, aucune obligation de procéder à une mise en zone. Certaines études ne seront établies que dans des travaux ultérieurs du canton ou des porteurs de projet. Pour les petites éoliennes, le thème sera complété.

La Confédération demande que la liste des objets protégés où des installations photovoltaïques ne peuvent pas être réalisées soit intégrée au plan directeur cantonal, conformément aux exigences fédérales.

Effectivement, il s'agit d'un oubli. La liste a été provisoirement fixée par ordonnance du Conseil d'Etat. Un complément sera effectué.

Plusieurs intervenants demandent que le canton n'entrave pas la réalisation de sondes géothermiques au nom de la protection des eaux.

Des précisions ont été apportées récemment par le canton sur cet aspect.

8.13. Tourisme

Plusieurs communes demandent d'être reconnues en tant que pôle touristique cantonal. La commune de Cheyres-Châbles demande à être intégrée au pôle touristique d'Estavayer.

Des travaux cantonaux sont en cours dans le domaine du tourisme. Des adaptations seront proposées en fonction des résultats. Le Conseil d'Etat précise néanmoins que des soutiens financiers sont possibles sur la base du fonds touristique pour des projets hors des pôles touristiques cantonaux. Pour la commune de Cheyres-Châbles, compte tenu de la problématique lacustre commune à celle d'Estavayer, la correction sera effectuée.

Plusieurs intervenants demandent qu'une meilleure desserte en transports publics soit assurée pour les pôles touristiques. *La desserte en transports publics est déterminée par la demande, notamment pour des raisons financières. Toutefois, les pôles touristiques sont pris en compte dans les commandes d'offres en transports publics effectuées par le canton.*

Des intervenants demandent que les installations ou équipements de tourisme et loisirs ne soient possibles que dans les pôles touristiques afin de préserver les milieux naturels et paysagers; d'autres intervenants demandent que des installations ou équipements de tourisme et de loisirs soient possibles hors des pôles touristiques.

Les principes proposés ne seront pas changés, mais il est clair que les constructions d'une certaine importance devraient prioritairement contribuer à renforcer l'attractivité des pôles touristiques cantonaux ou régionaux.

Un parti politique et plusieurs intervenants demandent que le plan directeur cantonal donne des orientations pour la valorisation des rives de lacs.

Le plan directeur cantonal a été complété suite à la consultation publique par un nouveau thème qui annonce les intentions du canton de mener des réflexions sur le sujet. Cette modification faisait partie du dossier de consultation restreinte.

8.14. Résidences secondaires

La Confédération salue le contenu proposé par le canton. Plusieurs intervenants demandent que les constructions caractéristiques du site soient élargies aux catégories B et C du recensement des biens culturels et non uniquement à la valeur A, ou alors qu'un recensement spécifique soit établi. *La notion de bâtiments caractéristiques relève de la terminologie des biens culturels. Il n'est pas prévu d'effectuer un recensement cantonal particulier pour les résidences secondaires. Par contre, afin d'assurer un parallélisme avec les bâtiments dignes de protection hors de la zone à bâtir qui peuvent faire l'objet de changements d'affectation, la notion de bâtiments caractéristiques sera élargie aux bâtiments de valeur B du recensement des biens culturels.*

8.15. Mobilité

De nombreuses communes demandent que le canton améliore leur desserte en transports publics, notamment en raison des exigences formulées dans le droit cantonal pour l'extension des zones à bâtir.

Dans le domaine des transports publics, l'offre est déterminée par la demande ou la demande potentielle. Le canton veille à ce qu'une desserte minimale soit assurée sur l'ensemble du territoire, mais une augmentation supplémentaire de l'offre se base, pour des motifs de coûts, sur l'utilisation effective.

Des intervenants estiment que les niveaux de desserte exigés en relation avec l'urbanisation (nouvelles mises en zone, secteurs stratégiques, pôles touristiques, densification,...) sont trop peu exigeants; d'autres intervenants estiment que les critères sont trop exigeants.

La nécessité de fixer des exigences de desserte en transports publics pour le développement de l'urbanisation découle des bases légales fédérales et cantonales. Le Conseil d'Etat estime que les niveaux définis sont proportionnés pour un canton avec des caractéristiques telles que celles présentes actuellement sur son territoire.

Des communes d'agglomération ou des professionnels de l'aménagement du territoire demandent que le plan directeur mentionne que le canton s'engage à financer les stations de vélos en libre-service.

La mise en place de ces stations dans les agglomérations a été soutenue par le canton. La mise en place de mesures financières ne relève pas du plan directeur cantonal, mais du droit cantonal. Ce point ne sera pas ajouté.

Une commune s'étonne que le plan directeur cantonal ne tienne pas compte, dans le chapitre Mobilité, du développement des voitures électriques.

Le plan directeur traite des principes et mesures qui ont des conséquences sur les instruments de planification à l'échelle régionale ou locale. Les voitures électriques sont des moyens de transport qui prennent une place comparable aux voitures à combustible plus traditionnel et elles ne nécessitent pas un traitement particulier dans les instruments d'aménagement du territoire.

8.16. Patrimoine

Plusieurs communes remettent en question l'inventaire des sites construits à protéger (ISOS) et son approche. Des prises de position relèvent que l'ISOS est un bon instrument et apprécie que le canton en préconise une application attentive. *L'ISOS est un inventaire fédéral. La Confédération est en charge de sa mise à jour et de son évolution. A défaut de recensement cantonal en la matière le canton utilise le relevé effectué au niveau fédéral pour les prises en compte des sites régionaux et locaux. Toutefois, pour ces deux derniers cas de figure, la marge d'interprétation cantonale est plus importante.*

Plusieurs communes estiment que les autorités communales devraient être consultées avant l'inscription d'un site à l'ISOS. *Le canton précise que l'ISOS a été établi par la Confédération bien avant le présent projet de plan directeur. La Confédération a effectué une consultation dans le cadre des travaux d'élaboration de l'ISOS.*

8.17. Surface d'assolement

La Confédération et plusieurs intervenants estiment que le territoire d'urbanisation ne constitue qu'une base qui permet de fonder la démonstration qu'une emprise sur les surfaces d'assolement est à considérer comme importante pour le canton (critère du droit fédéral), mais que la démonstration effective de la justification de l'emprise doit se faire dans le plan d'aménagement local. Plusieurs communes demandent que l'importance pour le canton des mises en zone dans le territoire d'urbanisation situées sur des SDA ne soit plus à démontrer au niveau de la planification locale.

Le plan directeur cantonal sera complété pour préciser que le territoire d'urbanisation constitue une base pour la justification, mais que la nécessité de l'emprise doit être démontrée au niveau du rapport explicatif du plan d'aménagement local.

En vertu de nouvelles directives internes à l'administration fédérale, les offices fédéraux proposent de contribuer à un fonds pour l'amélioration des sols agricoles dégradés en cas d'emprise sur des SDA pour des projets fédéraux lorsque des mesures de compensation effectives ne sont pas possibles.

La piste est intéressante. Un principe sera ajouté au texte du plan directeur afin de pouvoir étudier avec les instances fédérales les modalités de mise en œuvre de cette proposition.

8.18. Constructions hors de la zone à bâtir

De nombreux intervenants demandent un assouplissement des dispositions pour les constructions hors de la zone à bâtir afin de mieux pouvoir utiliser les volumes vides ou sous-utilisés.

Les dispositions légales régissant les constructions hors de la zone à bâtir sont de compétence unique du droit fédéral. Le canton ne dispose d'aucune marge de manœuvre en la matière. Un projet de modification de la loi fédérale sur ce sujet est en cours (loi fédérale sur l'aménagement du territoire, deuxième étape).

8.19. Hameaux hors de la zone à bâtir

Plusieurs communes demandent que les critères du plan directeur soient assouplis afin de pouvoir appliquer ces dispositions à plus de bâtiments qu'actuellement. La Confédération demande de restreindre le champ d'application de ce thème en réduisant notamment la distance maximale entre les bâtiments à 20 ou 30 mètres au lieu de 50 mètres.

Le thème est une mise en œuvre de dispositions du droit fédéral. Il a été établi et approuvé par le Conseil fédéral en 1995. Cette approbation a été confirmée pour un thème identique en 2004. Le thème proposé est une reprise telle quelle des deux textes précédemment approuvés. Le droit fédéral n'a pas évolué. La modification des critères remettrait en question des secteurs légalisés depuis plus de 20 ans. Le Conseil d'Etat estime que ce thème peut être laissé dans sa teneur actuelle.

8.20. Domaines alpestres

La Confédération émet des réserves sur cette thématique qui avait déjà été proposée par le canton en 2004 et pour laquelle elle n'était pas entrée en matière. Elle ne pourra revoir sa position que si le canton détermine les paysages où une relation entre constructions et paysage est primordiale. Ce réexamen ne pourra se faire que sur la base d'un concept cantonal du paysage à ce jour inexistant.

Le Conseil d'Etat retire le thème du plan directeur, mais annonce qu'un ajout sur ce sujet sera effectué parallèlement aux compléments qui seront effectués une fois le concept cantonal de paysage à disposition.

8.21. Cours d'eau

Plusieurs intervenants émettent des réserves quant à la délimitation et à la préservation de l'espace réservé aux eaux.

Cette notion est définie dans le droit fédéral. Elle figure également dans la base légale cantonale. Le plan directeur cantonal ne fait que préciser les conséquences de cet espace sur l'aménagement du territoire et les modalités pour le prendre en compte dans le plan d'aménagement local.

Plusieurs communes estiment que le canton devrait prendre à sa charge les projets de revitalisation puisqu'il les préconise. *Les questions financières ne sont pas définies dans le plan directeur cantonal, mais dans la loi cantonale sur les eaux. Le Conseil d'Etat souligne que, quand bien même les communes sont maîtres d'ouvrage pour les projets de revitalisation, ces projets bénéficient de soutiens financiers importants de la Confédération et du canton.*

Plusieurs prises de position estiment que les projets de revitalisation devraient éviter les emprises sur les surfaces d'assolement.

Le sujet a fait l'objet de nombreuses discussions au niveau fédéral. Des principes ont été définis à l'échelon national et le canton les mettra en œuvre dans les projets réalisés sur sol fribourgeois.

8.22. Exploitation de matériaux

Les représentants des exploitants demandent que les critères pour les sites à exploiter soient assouplis. Les riverains d'exploitation en cours estiment que la planification cantonale ne

prend pas suffisamment en compte les nuisances et l'impact des exploitations sur la population. La Confédération estime que les nouvelles exploitations doivent se concentrer uniquement dans les sites prioritaires indiqués. Ce sont uniquement ces sites qu'elle va approuver.

Une vérification de l'état des exploitations autorisées, du volume à exploiter et des besoins en matériaux a été effectuée suite à la consultation publique. Il en résulte que les besoins du canton sont couverts à moyen terme. Une révision du plan sectoriel qui permettra de réexaminer la méthode pour désigner les sites prioritaires et les besoins à couvrir sera initiée dès 2019. Le plan directeur sera adapté suite à ces travaux.

8.23. Fiches de projet

La Confédération estime que le canton a fait un très gros travail pour identifier les projets à intégrer au plan directeur. Certaines fiches de projet transmises lors de la deuxième consultation (consultation restreinte) semblent ne pas avoir été analysées avec les mêmes critères que le premier envoi et, selon l'autorité fédérale, certaines fiches ne relèvent pas forcément du plan directeur. L'instance fédérale rappelle que, même pour les fiches qu'elle va approuver, les procédures de mise en zone et d'autorisation de construire restent réservées. Plusieurs communes ou associations de communes ont transmis des demandes d'inscription de projets en craignant que certains projets envisagés à l'échelle régionale ou locale ne puissent se réaliser sans inscription préalable au plan directeur.

Le Conseil d'Etat est conscient que la nouveauté voulue par le législateur fédéral amène énormément d'interrogations et que les cantons et la Confédération vont devoir échanger au cours des prochaines années. Ils devront déterminer plus précisément quand un projet doit être inscrit dans le plan directeur et selon quelles modalités afin que la gestion du plan directeur cantonal reste possible dans des délais acceptables pour la réalisation des projets, tant pour les autorités cantonales que fédérales.

En ce qui concerne l'inscription de fiches de projets dans le plan directeur les critères non cumulatifs suivants ont été retenus pour retenir ou rejeter des demandes d'inscription de projets:

- > Projets nécessitant une mise en zone ou un changement d'affectation d'une surface de plus de 3 ha
- > Projets nécessitant la planification de plus de 1500 places de stationnement
- > Projets nécessitant une coordination intercantonale ou fédérale
- > Projets compris dans une étude/planification sectorielle/inventaire cantonal ou fédéral
- > Inscription du projet exigée dans le guide fédéral pour la planification directrice

Le Conseil d'Etat estime que les projets qui sont inférieurs aux seuils indiqués ne nécessitent pas d'inscription préalable au plan directeur cantonal avant que les travaux de mise en zone ou d'autorisation de construire ne soient initiés selon les procédures usuelles.

Une centaine de particuliers, des associations et les communes de La Verrerie, Vulruz et Sâles se sont opposées aux sites éoliens, respectivement à l'ensemble des sites retenus, aux contraintes identifiées et aux sites situés sur leur territoire communal.

Le Conseil d'Etat estime que le concept éolien développé par le canton est conforme à l'état des connaissances actuelles. Il permet d'atteindre les objectifs fixés dans la stratégie énergétique cantonale en matière d'énergie éolienne.

La Confédération, le canton de Berne, l'Association des communes du district du Lac et les associations de protection de l'environnement ont émis de gros doutes sur le projet de Centre de production et de conditionnement de culture maraîchère à Galmiz.

Une modification de la fiche de projet a été proposée lors de la consultation restreinte. Des contacts auront lieu entre les différents acteurs concernés afin de déterminer les modalités de développement pour un tel projet.

En ce qui concerne les fiches de projet prises à titre individuel, la Confédération fait toute une série de remarques et de demande de compléments pour l'examen final du plan directeur. Les considérations les plus importantes sont les suivantes:

Demande de changement de catégorie de coordination (projet jugé moins avancé que ne l'estime le canton et qui ne peut donc pas être en l'état approuvé)

Route de contournement de Düringen, Schiffenen–Morat, Site éolien «Massif du Gibloux», Site éolien «Schwyberg», Site éolien «Autour de l'Esserta».

Compléments de contenu exigés pour l'examen final fédéral

Développement du domaine skiable de Schwarzsee, Assainissement de l'ancienne décharge de la Pila, Centre de production et de conditionnement de culture maraîchère dans le Seeland, Protection contre les crues et revitalisation de la Petite Glâne, Revitalisation de la Biorde, Concept intégral de gestion de cours d'eau (GEK Sense 21), Protection contre les crues et revitalisation du Grand Marais (Grosses Moos), Développement du site de Jaun/Gastlosen, Centre de logistique du secteur de La Guérite, Liaison Marly-Matran.

Demande de changement de catégorie de coordination et de compléments de contenus pour l'examen final

Extension du domaine skiable, sentiers VTT, Via Ferrata de Moléson-sur-Gruyères.

Demande de changement de catégorie de coordination, de compléments de contenus pour l'examen final et doutes sur la faisabilité légale du projet tel que présenté

Centre de biomasse et parc énergétique Galmiz, Domaine skiable – Liaison Rathvel, Moléson-sur-Gruyères, Développement des activités 4 saisons et de l'hébergement à Vounetz, Infrastructures estivales à La Berra et liaison La Berra – Plan des gouilles.

Demande d'évaluation de la nécessité d'inscription dans le plan directeur, de compléments de contenus pour l'examen final et doutes sur la faisabilité légale du projet tel que présenté

MAC Middel, Echangeur autoroutier Friseneit, Extension du Papiliorama, Valorisation du Mont-Vully, Centre Schwarzsee.

Demande d'évaluation de la nécessité d'inscription dans le plan directeur

Ferme VTT Hapfere à Plaffeien, Développement touristique du secteur Bad à Schwarzsee, Extension de la place de sport de Gurmels, Extension de la décharge de type D de Châtillon à Hauterive.

Le Conseil d'Etat a effectué tous les compléments qui étaient possibles pour valider un maximum de fiches de projet. Il a accepté de changer la catégorie de coordination des fiches de projet du site éolien Schwyberg, du projet d'extension de la place de sport de Gurmels et du MAC Middel. Le gouvernement a décidé, en raison principalement de l'examen des autorités fédérales, de retirer la fiche de projet du domaine skiable- Liaison Rathvel, Moléson-sur-Gruyères et la fiche de projet de l'échangeur de Friseneit.

8.24. Carte de synthèse

La Confédération estime que la carte de synthèse est de bonne qualité et bien lisible pour un document à cette échelle. Elle comprend les informations nécessaires pour répondre aux exigences fédérales. Plusieurs intervenants estiment que la carte devrait être établie à une autre échelle pour être plus lisible et que les représentations graphiques choisies devraient être améliorées.

Le Conseil d'Etat précise que l'échelle de la carte de synthèse (1:50 000) est définie dans le droit fédéral et que cela permet de ne pas donner des informations trop précises pour un document qui doit rester une planification directrice et non un plan opposable aux tiers. Pour les questions de représentations graphiques, des vérifications et adaptations ont été effectuées.

9. Les divergences majeures

Suite à la consultation publique, sur la base d'un premier projet de rapport de consultation et d'entente avec le Conseil d'Etat, la Direction de l'aménagement, de l'environnement

et des constructions (DAEC) a établi une liste des divergences majeures entre les instances communales et cantonales, conformément à l'article 12 ReLATEC. Les divergences sur des principes découlant directement de bases légales en vigueur ou de plans sectoriels fédéraux n'ont pas été retenues comme divergences majeures.

Les divergences majeures identifiées portaient sur les thèmes suivants:

- > Fiches de projet non retenues
- > Projets de parcs éoliens
- > Catégorie de pôle touristique
- > Typologie des zones d'activités
- > Catégorie de tissu urbain (priorités d'urbanisation)
- > Adaptations du territoire d'urbanisation

Le 23 mars 2018, des correspondances personnalisées ont été transmises aux 60 communes concernées. Ces documents mentionnaient la ou les divergence(s) et la réponse proposée par les instances cantonales. Les Conseils communaux disposaient de 15 jours pour demander une éventuelle entrevue avec une délégation du Conseil d'Etat.

Les communes dont la prise de position ne relevaient pas des divergences majeures ou pour lesquelles des modifications allaient être effectuées ont été informées, par courrier du même jour, qu'elles pourraient prendre connaissance du traitement de leur prise de position lors de la publication du rapport sur la consultation publique début juillet 2018.

43 Conseils communaux ont demandé une entrevue dans le délai imparti. Des contacts plus informels ont également eu lieu avec d'autres associations ou groupements de communes.

Suite aux entrevues avec la délégation du Conseil d'Etat qui se sont déroulées de mi-avril à mi-mai 2018, les éclaircissements fournis lors des séances semblent avoir permis de dissiper certains malentendus.

Le territoire d'urbanisation, les sites retenus pour les projets de parcs éoliens et les pôles touristiques cantonaux ont été le principal sujet de discussion. Certains ajustements ont été effectués suite à ces discussions, mais ils n'ont pas de portée majeure sur l'orientation du dossier mis en consultation publique.

10. Principales modifications suite à la consultation publique

Diverses modifications ont été apportées au document suite à la consultation publique. Il ne s'agit pas ici de toutes les mentionner, mais de signaler les principales modifications au contenu du plan directeur.

Le plan directeur cantonal a été modifié sur les principaux points suivants:

- > compléments au volet stratégique afin de répondre au mieux aux exigences fédérales;
- > compléments aux thèmes liés aux zones à bâtir afin de répondre au mieux aux exigences fédérales (critères de dimensionnement, obligation de construire, zones d'activités);
- > introduction d'un thème sur les rives de lac (annonce de réflexions au niveau cantonal);
- > précision quant aux critères de desserte en transports publics et de mobilité douce à démontrer pour envisager une densification sans limite quantitative;
- > choix de la variante régionale pour la gestion des zones d'activités et correction des besoins attribués aux districts de la Singine et de la Veveyse suite à une inversion des données chiffrées dans le dossier de consultation publique;
- > ajout de 13 fiches de projet et correction du contenu d'une (Centre de production et de conditionnement de culture maraîchère dans le Seeland);
- > adaptation du territoire d'urbanisation en fonction des planifications locales approuvées depuis la mise en consultation publique, de la vérification de la prise en compte des zones de protection de la nature, du paysage et des sites construits et des entrevues avec les communes;
- > intégration de la commune de Cheyres-Châbles au pôle touristique d'Estavayer;
- > adaptation du thème de l'énergie éolienne afin de répondre au mieux aux exigences fédérales;
- > changement des états de coordination et compléments apportés à certaines fiches de projet selon les demandes de la Confédération.

De nombreuses modifications mineures ont également été intégrées suite à la consultation publique.

11. Modalités de gestion du plan directeur

11.1. Modifications du plan directeur cantonal

La loi fédérale prescrit que le plan directeur cantonal doit être revu tous les dix ans. Les communes concernées ont la faculté de demander des modifications de contenu. Toutefois, trois types de modifications sont prévus: les modifications majeures, les modifications mineures et les modifications des fiches de projet.

Les modifications majeures sont soumises à la même procédure que celle suivie par le plan directeur. Les modifications de contenu sont mises en consultation publique pendant deux mois – trois mois pour les communes – avant d'être adoptées par le Conseil d'Etat après présentation pour information au Grand Conseil, puis approuvées par le Conseil fédéral.

Si de nouvelles études ou plans sectoriels ont pour conséquence des modifications majeures du plan directeur, ces

documents sont joints aux nouveaux textes du plan directeur lors de la consultation publique.

Un thème subit une modification majeure lorsque des modifications sont apportées au texte ou aux éléments cartographiques. Une exception toutefois: sont considérées comme modifications mineures les changements apportés aux tâches des organes de l'administration cantonale.

On parle de modifications mineures lorsqu'il s'agit de mises à jour du contenu informatif. Les modifications de ce type ne sont pas soumises à consultation publique. Elles sont adoptées par le Conseil d'Etat puis annoncées aux autorités communales et fédérales.

Pour les fiches de projet, une procédure spécifique a été proposée dans une modification du règlement d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATeC). Cette modification a été accueillie favorablement tant par les prises de position émanant du canton que par la Confédération. Il est prévu de réduire la durée de la consultation publique à un mois en cas de nouvelle fiche de projet ou de modification et que seules les nouvelles fiches de projet fassent l'objet d'une présentation au Grand Conseil. Il est nécessaire de prévoir une procédure simplifiée pour mettre à jour ce type de contenu spécifique.

11.2. Rapport sur l'aménagement du territoire

En matière d'aménagement du territoire, le droit fédéral et cantonal prévoit que les autorités compétentes rédigent un rapport informant de l'état et de la mise en œuvre de l'aménagement du territoire cantonal à chaque législature à destination de la Confédération et du Grand Conseil. Des rapports ont été établis par le passé en 1997 et en 2008. Considérant que le plan directeur en cours de révision fait office de rapport pour l'année 2018, le prochain rapport sera remis en 2023.

12. Boussole 21 – Résultat de l'évaluation

Le résultat de l'évaluation Boussole 21 est positif. Les résultats complets de l'évaluation sont disponibles en annexe du présent rapport.

La stratégie, les principes et les mesures fixées dans ce plan ont systématiquement été élaborés dans une perspective de durabilité. Le plan directeur cantonal a une incidence importante sur les trois piliers du développement durable, mais en particulier dans les domaines analysés «Mobilité et territoire», «Conditions cadre pour l'économie», «Cadre de vie et espace public» ainsi que «Energie».

Une partie des critères définis pour évaluer la durabilité sont difficiles à estimer et ont un impact indirect. Le plan directeur fixe en effet un cadre pour l'aménagement du territoire et ne donne pas une garantie que les projets réalisés seront

tous favorables au développement durable. C'est en premier lieu dans la mise en œuvre du plan à l'échelle régionale et communale que les conséquences sur l'économie, l'environnement et la société seront véritablement mesurables.

13. Suite des travaux

Suite à la consultation du Grand Conseil, le plan directeur cantonal sera adopté par le Conseil d'Etat, puis transmis pour approbation au Conseil fédéral. Le plan directeur adopté devrait être distribué aux communes et instances concernées au cours du dernier trimestre 2018.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du dossier du plan directeur cantonal.



Bericht 2018-DAEC-71

3. Juli 2018

des Staatsrats an den Grossen Rat zum kantonalen Richtplan

1. Dem Grossen Rat vorgelegte Dokumente	15
2. Chronologie der Arbeiten	16
3. Dekret vom 2. Februar 2016	17
4. Neue Bestimmungen des Bundes	17
5. Rolle des kantonalen Richtplans	17
6. Besonderheiten des neuen kantonalen Richtplans	17
7. Aufbau des kantonalen Richtplans	18
8. Zusammenfassung des Vernehmlassungsberichts	18
9. Erhebliche Meinungsverschiedenheiten	26
10. Die wichtigsten aufgrund der öffentlichen Vernehmlassung vorgenommenen Änderungen	27
11. Modalitäten für die Verwaltung des Richtplans	27
12. Kompass21 – Ergebnis der Beurteilung	28
13. Das weitere Vorgehen	28

Gemäss Artikel 17 Abs. 1 des Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) legen wir Ihnen den Bericht über den kantonalen Richtplan zur Information vor.

Das Verfahren für die Erstellung des kantonalen Richtplans sieht vor, dass der Grosse Rat zweimal in den Prozess eingreift:

1. Er definiert die allgemeine Raumplanungspolitik, indem er das kantonale Planungsprogramm beschliesst. Im Rahmen der hier behandelten Revision hat der Grosse Rat am 2. Februar 2016 ein Dekret verabschiedet, das die Grundsätze und Ziele der Raumplanung festlegt. Dieses Dekret bildet das kantonale Planungsprogramm.
2. Er nimmt Kenntnis von einem Bericht über den kantonalen Richtplan, der ihm zur Information vorgelegt wird. Mit dem vorliegenden Bericht wird dieser Anforderung entsprochen.

1. Dem Grossen Rat vorgelegte Dokumente

Um eine vollständige Kenntnisnahme des Dossiers zu ermöglichen, sind diesem Bericht vier Dokumente beigegeben. Es sind dies:

- > die erläuternde Broschüre «Kantonaler Richtplan: Ein Arbeitsmittel für die Raumplanung des Kantons Freiburg», die den Inhalt des Richtplans zusammenfasst und Erläuterungen zum Richtplanverfahren liefert. Diese Anleitung wurde für die öffentliche Vernehmlassung gedruckt und nach deren Abschluss nicht überarbeitet;
- > der Entwurf des kantonalen Richtplans, der im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung überarbeitet wurde. Die Änderungen, die im Anschluss an die Vernehmlassung vorgenommen wurden, sind hervorgehoben: Der Text, der hinzugefügt wurde, ist grün unterlegt und die gestrichenen Stellen sind durchgestrichen;

- > der Vernehmlassungsbericht, ein im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung verfasstes Dokument. Dieser Bericht führt sämtliche Bemerkungen, die anlässlich der öffentlichen Vernehmlassung formuliert wurden, und die Antworten des Staatsrates auf;
- > der Kompass21-Bericht über die Auswirkungen des kantonalen Richtplans auf die nachhaltige Entwicklung.

2. Chronologie der Arbeiten

Die Arbeiten für die Gesamtrevision des kantonalen Richtplans wurden Ende 2014 in Angriff genommen.

Sie erfolgten in zwei getrennten Etappen:

- a. Ausarbeitung des kantonalen Planungsprogramms (Aufzählung und Beschreibung der allgemeinen Grundsätze und der Ziele für die Raumplanung);
- b. Ausarbeitung des kantonalen Richtplans (Umsetzung der allgemeinen Grundsätze und der Ziele).

Die nachstehende Graphik fasst die bereits erfolgten und die noch bevorstehenden Schritte der Revisionsarbeiten zusammen.

Programme d'aménagement	Etudes préparatoires	Novembre 2014 - Juin 2015
	Elaboration du décret du Grand Conseil	Juillet - Septembre 2015
	Transmission au Grand Conseil par le Conseil d'Etat	Novembre 2015
	Adoption du décret par le Grand Conseil	Décembre 2015 - Février 2016
Plan directeur cantonal	Elaboration des études obligatoires	Février 2015 - Mars 2016
	Elaboration des textes et des cartes du plan directeur	Avril 2016 - Mars 2017
	Consultation interne et pré-consultation de la Confédération	Juin 2017
	Traduction et finalisation suite à la consultation interne	Juin - Août 2017
	Présentation du projet de plan directeur au Conseil d'Etat	Août 2017
	Consultation publique et examen préalable de la Confédération	Novembre 2017 - Février 2018 novembre 2017 - mai 2018
	Consultation complémentaire des communes sur les modifications et les divergences majeures	Février - Mars 2018
	Entrevues entre une délégation du Conseil d'Etat et les communes	Avril - Mai 2018
	Transmission du plan directeur au Grand Conseil pour information par le Conseil d'Etat	Juin 2018
	Présentation au Grand Conseil pour information	Septembre 2018
	Adoption du plan directeur cantonal par le Conseil d'Etat	Octobre 2018
	Approbation du plan directeur cantonal par le Conseil Fédéral	Mai 2019

3. Dekret vom 2. Februar 2016

Der Richtplan stützt sich auf die in Artikel 1 und 3 des Bundesgesetzes über die Raumplanung (RPG) formulierten Ziele und Grundsätze der Raumplanung.

Die allgemeinen Grundsätze und Ziele des kantonalen Planungsprogramms flossen ebenfalls in den Richtplan. Der Grosse Rat hat das Programm in seiner Session von Februar 2016 per Dekret angenommen.

Die wichtigsten Grundsätze des kantonalen Richtplans lauten:

1. den Zusammenhalt und eine nachhaltige Entwicklung für den gesamten Kanton sicherstellen;
2. die Vernetzung der Zentren untereinander sowie die Vernetzung der Zentren mit dem übrigen Gebiet stärken;
3. die bestehenden Infrastrukturen bestmöglich nutzen, bevor sie ergänzt oder angepasst werden;
4. Überlegungen für eine grenzüberschreitende Raumplanung anstellen;
5. die Präsenz des Kantons auf nationaler und internationaler Ebene stärken;
6. ein ausgewogenes Verhältnis zwischen der Beschäftigungs- und Wohnungsentwicklung sicherstellen.

4. Neue Bestimmungen des Bundes

Die neuen Bestimmungen des Bundes vom 1. Mai 2014 bilden ein neues Paradigma, dem sich der Richtplan zwingend unterordnen muss. Es geht aufgrund der Änderungen in Artikel 1 des RPG namentlich darum, genau festzulegen, wie der Kanton unter Sicherstellung einer angemessenen Wohnqualität die Siedlungsentwicklung nach innen lenken will. Des Weiteren sollen die räumlichen Voraussetzungen für die Wirtschaft geschaffen bzw. bewahrt werden.

Laut Bundesrecht muss im Richtplan auch eine Strategie festgelegt werden, die für die Regional- und Ortsplanungen konkrete Vorgaben für die Siedlungen macht; diese sind nach den Bedürfnissen der Bevölkerung zu gestalten und in ihrer Ausdehnung zu begrenzen. Es geht auch darum, die Grundsätze gemäss Artikel 3 des Bundesgesetzes umzusetzen, laut denen Wohn- und Arbeitsgebiete einander zweckmässig zugeordnet werden und schwergewichtig an Orten geplant werden, die auch mit dem öffentlichen Verkehr angemessen erschlossen sind. Bei der Verdichtung der Bauzonen werden Massnahmen zur besseren Nutzung der brachliegenden oder ungenügend genutzten Flächen in Bauzonen und der Möglichkeiten zur Verdichtung der Siedlungsfläche erwartet.

Der Mindestinhalt des Richtplans im Bereich Siedlung ist seit 2014 ebenfalls genauer definiert. Deshalb muss in der Planung festgelegt werden, wie gross die Siedlungsfläche insgesamt sein soll, wie sie im Kanton verteilt sein soll und wie ihre Erweiterung regional abgestimmt wird.

Eine wichtige Neuerung im Bundesrecht bildet auch die Vorschrift, wonach Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt einer Grundlage im Richtplan bedürfen, bevor sie auf lokaler Ebene geplant werden können (Einzonung und Baubewilligung).

Aufgrund der Übergangsbestimmungen des Bundesrechts muss der Kanton spätestens bis Ende September 2018 beim Bund einen beschlossenen Richtplan einreichen. Es geht darum, vor dem 1. Mai 2019 eine Genehmigung des Bundes zu erhalten, wenn der Kanton vermeiden will, dass die Gesamtfläche seiner Bauzonen eingefroren wird. Der Bund prüft im Detail, ob die neue Ausrichtung, die namentlich bei der Verwaltung der Siedlungsfläche erwartet wird, berücksichtigt wurde.

5. Rolle des kantonalen Richtplans

Der kantonale Richtplan ist für den Kanton das Hauptdokument der Raumplanung und sein wichtigstes Planungsinstrument. Seine Bedeutung wurde im Rahmen der Änderungen des RPG noch verstärkt.

Der Richtplan definiert die künftige räumliche Entwicklung des Kantons, koordiniert sämtliche raumwirksamen Aktivitäten und gibt diesen Aktivitäten eine nachhaltige Ausrichtung. Sein Geltungsbereich erstreckt sich über einen Zeitabschnitt von 10 bis 15 Jahren, wobei – unter Berücksichtigung der sich rasant ändernden Rahmenbedingungen – dem Prinzip der rollenden Planung (flexible Anpassung an neue Rahmenbedingungen) Rechnung getragen wird.

Der Richtplan enthält die Ziele und Grundsätze der kantonalen Raumplanungspolitik. Er legt die Studien fest, die für eine künftige Entscheidungsfindung noch durchzuführen sind. Schliesslich bildet er eine Entscheidungshilfe für Projekte und Planungen. Für die Regionen und Gemeinden gibt er die Richtung der vom Kanton gewünschten räumlichen Entwicklung an.

Der Richtplan stützt sich auf kantonale Studien, Sachpläne und Inventare sowie auf die in Sachen Raumplanung erworbenen praktischen Erfahrungswerte.

6. Besonderheiten des neuen kantonalen Richtplans

Bei der Erstellung des neuen kantonalen Richtplans wurden die Richtlinien, die der Bund in seinem Leitfaden für die Richtplanung vorgibt, so gut wie möglich eingehalten.

Die wichtigsten Neuerungen sind:

- > Ausarbeitung eines strategischen Teils, mit dem die wichtigsten Schwerpunkte der gewünschten räumlichen Entwicklung verstanden werden können;

- > Festlegung eines Raums für die Siedlungsentwicklung auf der Gesamtkarte, welche die Sektoren, in denen Einzonungen auf örtlicher Ebene geprüft werden können, vorstellt;
- > Festsetzung einer Typologie, die auf alle bebauten Sektoren angewandt wird, um die Prioritäten bei der Siedlungsentwicklung zu unterscheiden;
- > Kriterien, um die Verdichtung nach den geeignetsten Orten zu lenken;
- > Ausarbeitung von Projektblättern für Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt.

7. Aufbau des kantonalen Richtplans

Der neue kantonale Richtplan umfasst einen strategischen Teil, Texte, Karten und Projektblätter, die zusammen den eigentlichen kantonalen Richtplan bilden, sowie einen erläuternden Bericht.

7.1. Einführung

Die Einführung enthält einige generelle Elemente zur Art und zu den Themen des revidierten kantonalen Richtplans. Sie enthält auch das Inhaltsverzeichnis und die Struktur des Dokuments und bildet so einen Leitfaden für den Inhalt des kantonalen Richtplans.

7.2. Strategischer Teil

Der strategische Teil definiert die Raumplanungsstrategie des Kantons Freiburg für die kommenden 25 Jahre und somit für eine Periode, die über die Gültigkeit des kantonalen Richtplans hinausreicht. Er erlaubt zudem die Verknüpfung der vom Grossen Rat festgelegten Grundsätze und Ziele mit dem Inhalt des kantonalen Richtplans.

7.3. Operativer Teil

Dieser Teil besteht aus vier Kapiteln:

- > Siedlung und Ausstattung
- > Mobilität
- > Ländlicher und natürlicher Raum
- > Umwelt

Jedes Kapitel ist in 63 Themen unterteilt. Später können weitere Themen hinzugefügt werden. Die verschiedenen Themen sind immer nach demselben Schema strukturiert. Die Titel der Unterteilungen sehen wie folgt aus:

1. Ziele
2. Grundsätze
3. Umsetzung

7.4. Karten

Neben dem Textteil umfasst der Richtplan eine Übersichtskarte und verschiedene Detailkarten, die direkt in die betreffenden Themen integriert sind. Diese Dokumente sind integrierender Bestandteil des Plans, ergänzen den schriftlichen Inhalt und situieren den oder die Teile des behandelten Themas geografisch.

Die Übersichtskarte ist im Massstab 1:50 000 und entspricht damit den Vorgaben des Bundes. Sie veranschaulicht den derzeitigen Stand der Raumplanung im Kanton. Obwohl sie so vollständig wie möglich sein soll, muss sie sich unweigerlich auf die wesentlichen Elemente beschränken.

Die Übersichtskarte wurde gestützt auf das Resultat der öffentlichen Vernehmlassung korrigiert. Eine beschränkte Auflage wird dem Grossen Rat übermittelt; denn es ist namentlich aus finanziellen Gründen nicht möglich, jedem Mitglied ein gedrucktes Exemplar abzugeben. Die Karte wird nach der Verabschiedung durch den Staatsrat neu gedruckt. Auf der Website zum Richtplan kann die Karte, die von der Regierung verabschiedet wurde, nach der Übermittlung zur Genehmigung an den Bund eingesehen werden.

8. Zusammenfassung des Vernehmlassungsberichts

In der folgenden Zusammenfassung des Vernehmlassungsberichts wechseln die Stellungnahmen der Vernehmlassungsadressaten mit den Antworten des Staatsrates ab. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und Verständlichkeit sind die Antworten des Staatsrates kursiv wiedergegeben.

8.1. Zahl der Stellungnahmen

Es haben sich 106 Gemeinden, 13 Gemeindeverbände, der Bund, 3 Nachbarkantone, 5 politische Parteien, 27 nicht-staatliche Vereinigungen, 119 Privatpersonen und 3 Raumplanungsvereinigungen oder -büros geäussert.

8.2. Allgemeine Bemerkungen

In der Mehrheit beurteilen die Vernehmlassungsadressaten das Dokument als klar verständlich und übersichtlich gegliedert. Sie heben die Qualität der Kommunikationsmittel (Informationsabende, Broschüre, Website) für die Kenntnisnahme des Entwurfs hervor.

Der Bund hebt die bedeutende Arbeit heraus, die der Kanton Freiburg geleistet hat, um seinen Richtplan grundlegend zu revidieren. Die verwirklichten Schritte führten zur Vereinfachung des jetzigen Dokuments, obwohl der Richtplan weiterhin einen grossen Umfang hat. Er begrüsst ausserdem die Integration der Projektblätter in den Richtplan; mit dem Schritt soll dem Artikel 8 Abs. 2 RPG entsprochen werden.

In einigen Stellungnahmen wird befürchtet, dass der Kanton zu viele zwingende Planungen für die untergeordneten Behörden erstellt.

Mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände möchten, dass der Kanton die Erstellung der regionalen Richtpläne und der Ortspläne finanziell unterstützt.

Die Möglichkeiten zur finanziellen Unterstützung für die regionalen Richtpläne über den Mehrwertfonds sind nunmehr im kantonalen Gesetz vorgesehen. Da aber alle Subventionen für die Ortsplanung 1991 aufgehoben wurden, ist die Regierung der Meinung, dass es nicht angebracht ist, erneut einen solchen Mechanismus für die Ortsplanung, die seit vielen Jahren eine normale Aufgabe der Gemeinden ist, einzuführen.

Mehrere Vernehmlassungsadressaten verlangen, dass der Richtplan den Verbänden, den Transportunternehmen und den Gesuchstellern für die Baugesuche Aufgaben überträgt oder dass die laufenden Aufgaben der Ämter im Richtplan aufgelistet werden.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass der kantonale Richtplan ein Instrument ist, das für die Behörden nicht verbindlich ist. Deshalb kann er nur Instanzen, die am Planungsverfahren (regionaler Richtplan oder Ortsplanung) beteiligt sind, Aufgaben übertragen. Um den Inhalt des Richtplans zu begrenzen, wurde beschlossen, die ordentlichen Aufgaben, die ja mehrheitlich in den gesetzlichen Grundlagen festgehalten werden, nicht mehr im kantonalen Richtplan zu übernehmen.

8.3. Folgen des kantonalen Richtplans für die Ortsplanung

Mehrere Stellungnahmen stammen von Gemeinden oder Gemeindeverbänden, die sich Sorgen machen, weil es nötig sein wird, den Ortsplan kurzfristig anzupassen, oder weil die laufenden Arbeiten aufgrund des neuen kantonalen Richtplans in Frage gestellt werden.

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die Gemeinden nach dem Inkrafttreten des neuen kantonalen Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) 2010 bedeutende Planungsarbeiten unternehmen mussten. Nur die Gemeinden, die diese Arbeiten noch nicht beendet haben oder die noch nicht über einen Zonennutzungsplan gemäss den Bemessungskriterien des kantonalen Richtplans von 2004 verfügen, müssen ihre Arbeiten so schnell wie möglich fertigstellen. Im neuen kantonalen Richtplan wird keine neue Frist für die Anpassung der Ortspläne gegeben. Für die Gemeinden, bei denen die Arbeiten im Gang sind, gilt der neue kantonale Richtplan, sobald der Staatsrat ihn verabschiedet hat, für alle Ortspläne, die nach diesem Datum öffentlich aufgelegt werden.

Mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände stellen die Pflicht, die Ortspläne alle 15 Jahre zu revidieren, für die Einheiten, die nicht die Möglichkeit, ihre Bauzonen zu vergrössern, haben, in Frage.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass die Revisionspflicht direkt aus den Fristen, die von den gesetzlichen Grundlagen des Bundes und des Kantons für die periodische Überprüfung aller Bauzonen gegeben werden, hervorgeht. Angesichts des materiellen Inhalts, der in der Ortsplanung behandelt wird, beschränken sich die Revisionsarbeiten ausserdem nicht nur auf die Planung der Bauzonenerweiterung. Diese weiteren Gesichtspunkte können für die Beurteilung von Baugesuchen von grosser Bedeutung sein. Es ist deshalb wesentlich, einen Ortsplan zu haben, der den geltenden gesetzlichen Grundlagen entspricht.

In Stellungnahmen von Gemeindebehörden, machen sich diese Sorgen wegen der neuen Anforderungen, die im neuen Leitfaden für die Ortsplanung formuliert werden könnten, obwohl diese Veröffentlichung dringend erwartet wird, damit die Gemeinden in ihren Arbeiten geleitet werden.

Der Leitfaden für die Ortsplanung umfasst einen Teil, der als Weisungen gilt, wie das in den gesetzlichen Grundlagen des Kantons ausgeführt wird. Ansonsten ist diese Veröffentlichung aber grösstenteils als Empfehlung zu verstehen, und es ist nicht möglich, in einem Dokument, das keinem Verfahren folgt, Anforderungen festzulegen, die nicht eine formelle Grundlage in den gesetzlichen Grundlagen des Bundes und des Kantons oder im Richtplan haben.

8.4. Bevölkerungsszenario

In mehreren Stellungnahmen, namentlich in solchen von Nachbarkantonen, wird der Sorge um den Umfang des angenommenen Bevölkerungswachstums Ausdruck verliehen.

Der Staatsrat hat sich bei der Erstellung des neuen Richtplans ganz an die Anforderungen des Bundes gehalten, gemäss denen die Bevölkerungsszenarien des Bundesamts für Statistik als Richtschnur dienen müssen. Die Wahl des Szenarios hoch, die der Grosse Rat im Rahmen des Kantonalplanungsprogramms getroffen hat, wurde nicht in Frage gestellt. Selbst wenn das vorhergesagte Wachstum bis in 25 Jahren nicht ganz eintrifft, ist es wichtig, zu wissen, wie dieses Wachstum auf dem Kantonsgebiet bewältigt wird. Der Bund war der Meinung, dass der Kanton mit den Bemessungskriterien, die für mögliche Siedlungszonen vorgeschlagen werden, mit der Forderung von Studien über die Verdichtung und mit dem Rahmen für neue Einzonungen (Index 1 und Typologie der Bauten) einen Rahmen vorschlägt, mit dem das angekündigte Wachstum bewältigt werden kann.

8.5. Siedlungsprioritäten

Mehrere Gemeinden haben darum ersucht, dass der Prioritätstyp für die Siedlungsentwicklung, der ihnen zugeteilt wurde, überprüft werde. Es handelt sich im Wesentlichen um Gemeinden mit der Siedlungspriorität 4, die verlangen, in die Siedlungspriorität 3 zu wechseln.

Auf dem gesamten Gebiet wurden Überprüfungen anhand der Bauten durchgeführt, die seit der öffentlichen Vernehmlassung

und der Nachführung der Bevölkerungsstatistiken verwirklicht wurden. Korrekturen wurden nur angebracht, wenn ein Teil des Gemeindegebiets die Schwelle für die Ausnutzungsdichte (Einwohner und Arbeitsplätze pro Hektare), die für die Siedlungspriorität 3 festgelegt wurde, erreicht.

8.6. Siedlungsgebiet

Der neue Begriff Siedlungsgebiet rief zahlreiche Reaktionen hervor. Einige Vernehmlassungsadressaten (hauptsächlich Gemeinden) erachten ihn als zu eng, andere, als zu weit gefasst (namentlich Nachbarkantone, Umweltschutzverbände). Der Bund ist der Meinung, dass das angegebene Gebiet einen Höchstwert darstellt und dass sein Umfang angesichts der vorgeschlagenen Bemessungskriterien relativiert werden muss; die Genehmigung des Bundes gilt nur für die maximale Gesamtzahl der geplanten Bauzonenerweiterungen, wobei bezifferte Szenarien der möglichen Bauzonenerweiterungen pro 5-Jahresperiode zur Genehmigung übermittelt werden müssen. Einige Gemeinden verlangen Anpassungen für die Erweiterung der Spezialzonen.

Das Siedlungsgebiet umfasst die Sektoren, in denen Einzonungen in Betracht gezogen werden können. Innerhalb des Planungshorizonts des kantonalen Richtplans wird nicht alles besiedelt oder einzozont. Er behandelt die Spezialzonen nicht, die an besondere Projekte gebunden sind und nur für Projekte bewilligt werden können, die nicht innerhalb der Bauzonen der Ortschaften verwirklicht werden können. Der Staatsrat wird dem Bund die für die Genehmigung verlangten Ergänzungen liefern.

Der Bund akzeptiert nicht, dass für die Anpassung von bestehenden Gebäuden an die Norm Einzonungen ausserhalb des Siedlungsgebiets gemacht werden, ohne zu wissen, um welchen Fall es sich handelt und wie gross die Fläche, die an die Norm angepasst werden muss, ist. Diese Erweiterungen müssen in der Gesamtfläche der angekündigten Erweiterungen enthalten sein.

Der Kanton wird die verlangten Ergänzungen für die Genehmigung vornehmen.

Gewisse Gemeinden verlangen, dass das Siedlungsgebiet gemäss ihrer laufenden Planung angepasst wird, selbst wenn sie diese dem Kanton noch nicht zur Genehmigung übermittelt haben.

Das Siedlungsgebiet des Richtplans kann keine Erweiterungen, die nicht vom Kanton genehmigt wurden, übernehmen; denn bei der Genehmigung wird eine Untersuchung der bestehenden öffentlichen Interessen und der Übereinstimmung der vorgeschlagenen Erweiterungen mit den neuen Kriterien des Bundesgesetzes und des kantonalen Gesetzes durchgeführt. Bei einer Regionalplanung sind Anpassungen möglich, wenn sie innerhalb der Siedlungsgebiete, die der Region zugeteilt wurden, liegen und sofern die Kriterien des Richtplans erfüllt werden.

Mehrere Gemeinden sind erstaunt, dass das Siedlungsgebiet Naturschutzgebiete und Ortsbilder umfasst. Der Bund verlangt, dass das Siedlungsgebiet überprüft wird, damit bestimmt werden kann, ob höhere öffentliche Interessen in gewissen Sektoren berücksichtigt werden müssen.

Das Siedlungsgebiet, das in die öffentliche Vernehmlassung gegeben wurde, berücksichtigt Schutzbestimmungen (Natur, Landschaft, Ortsbild usw.) nicht, die manchmal sehr restriktiv sind, was die Möglichkeit, in gewissen geschützten Sektoren zu bauen, anbelangt. Entsprechend wurden Korrekturen angebracht; denn auf der Grundlage der geltenden Schutzmassnahmen konnten Einzonungen nicht ins Auge gefasst werden.

8.7. Bemessungskriterien

Der Bund verlangt, dass der Kanton ihm bezifferte Szenarien liefert und so den Nachweis erbringt, dass die Bauzonen nach 15 Jahren angesichts der vorgeschlagenen Bemessungskriterien die Gesamtzahl, die in den technischen Weisungen gegeben wird, nicht überschreiten. Der Kanton muss auch eine Schätzung der unbebauten Flächen in den rechtskräftig ausgeschiedenen Bauzonen pro Gemeinde liefern, damit eine Genehmigung ins Auge gefasst werden kann.

Die gewünschten Daten werden übermittelt.

Der Bund verlangt, dass die Zahl der Bauzonenerweiterung über 15 Jahre in den Sektoren mit Priorität 4 auf 2 beschränkt wird, damit die bessere Verteilung der Zunahme auf die vier Siedlungsprioritäten sichergestellt wird. Es handelt sich um eine Voraussetzung für die Genehmigung.

Diese Ergänzung wird gemacht.

Die Gemeinden, insbesondere in der Priorität 4, sind der Ansicht, dass die Bemessungskriterien zu restriktiv sind und gelockert werden müssten.

Angesichts der Anforderungen des Bundes für die Genehmigung werden die Bemessungskriterien nicht gelockert.

In mehreren Stellungnahmen wird verlangt, dass das Potenzial der Bauzonenerweiterung in einer Gemeinde, die mehrere Prioritäten umfasst, in einem Sektor zusammengefasst werden kann.

Der Vorschlag wurde berücksichtigt, wobei darauf hingewiesen wird, dass die Erweiterung in einem oder mehreren Sektoren mit der höchsten Siedlungspriorität zusammengefasst werden muss.

8.8. Verdichtung

Der Bund ist der Meinung, dass der vorgeschriebene Index 1 für neue Einzonungen und die Anforderungen bei der Studie über die Verdichtung der rechtskräftig ausgeschiedenen Bauzonen vor jeder Erweiterung geeignete Massnahmen darstellen, damit die kantonale Strategie die neuen Grundsätze des Bundesrechts beachtet. Mehrere Gemeinden und Gemeinde-

verbände verlangen, dass die Forderung nach dem Index 1 gesenkt oder auf dem Gebiet differenziert wird.

Angesichts der Beurteilung des Bundes wird diese Anforderung aufrechterhalten. Es scheint, dass einige Gemeinden der Meinung waren, dass der angegebene Index für alle Bauzonen, auch für die bereits rechtskräftig ausgeschiedenen, gelte. Es handelt sich offensichtlich um ein Missverständnis. Der Mindestindex 1 gilt nur für die neuen Einzonungen.

Mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände verlangen, dass die groben Ausrichtungen der Verdichtungsstudien im Text des Richtplans stehen, so wie das im Gegensatz zur eingeschränkten Vernehmlassung von April bis Mai 2018 bei der öffentlichen Vernehmlassung geplant war.

Dieser Inhalt wird beibehalten.

Mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände wünschen, dass der Kanton die Erstellung der Verdichtungsstudien finanziell unterstützt.

Die Finanzierung ist in den gesetzlichen Bestimmungen über den Mehrwertfonds vorgesehen.

Nach der eingeschränkten Vernehmlassung verlangen mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände, dass die Verdichtung in Sektoren, die bei der Erschliessung mit öffentlichem Verkehr ein Qualitätsniveau C oder ein gutes Qualitätsniveau bei der Erschliessung durch den Langsamverkehr erreichen, möglich sei.

Der kantonale Richtplan wurde angepasst, wobei die vorgängigen Kriterien dafür, dass eine Erschliessung durch den Langsamverkehr als gut beurteilt werden kann, genauer festgelegt werden.

Der Bund unterstützt die Wahl des Erschliessungsniveaus C für die Verdichtung, wünscht aber nicht, dass diese Wahl die Grundlage für Gesuche um ein besseres Angebot des öffentlichen Verkehrs auf dem Eisenbahnnetz bildet, weil solche Gesuche Folgen für die Bundesfinanzen haben könnten.

Der Kanton ist der Meinung, dass der Grundsatz in erster Linie auf die Verdichtung der Sektoren, wo das Eisenbahnangebot vorhanden ist, abzielt. Er ist sich bewusst, dass die Verbesserung des Eisenbahnangebots in den Instrumenten des Bundes und nicht im kantonalen Richtplan geplant wird. Gleichzeitig weist er darauf hin, dass es bei einem erwarteten Bevölkerungswachstum von 50% fahrlässig wäre, keinen entsprechenden Ausbau des öffentlichen Verkehrsangebots, namentlich auf der Schiene, zu planen.

8.9. Baupflicht

Mehrere Gemeinden verlangen, dass der Kanton ihnen Mittel zur Verfügung stellt, mit denen sie die Baulandhortung in rechtskräftig ausgeschiedenen Bauzonen wirksam bekämpfen können, namentlich wegen der sehr strengen Kriterien für die Bemessung der Bauzonen. Der Bund verlangt, dass der Inhalt des Richtplans mit den Mitteln kompatibel ist, die

der Kanton geplant hat, um die rechtliche Verfügbarkeit der Bauzonen sicherzustellen und die Baupflicht, wie sie im Bundesrecht definiert wird, zu verwirklichen; diese Anforderungen müssen für die Genehmigung des kantonalen Richtplans erfüllt werden.

Der Staatsrat hat den Inhalt des Richtplans ergänzt und in diesem Punkt das Ergebnis der Debatten im Grossen Rat über die Änderungen des kantonalen Gesetzes berücksichtigt.

8.10. Arbeitszonen

Der Bund nimmt zur Kenntnis, dass der Kanton der Meinung ist, dass er 400 Hektaren verfügbarer Flächen in Arbeitszonen für die Bebauung in einem zeitlichen Horizont von 15 Jahren braucht und dass diese Zahl den Arbeitszonen, die für die Bebauung in den derzeit rechtskräftig ausgeschiedenen Flächen zur Verfügung stehen, entspricht. Er weist darauf hin, dass in der Raumplanung die Berechnungen üblicherweise auf der Grundlage der nicht bebauten Flächen angestellt werden und dass diese nicht bebauten, rechtskräftig ausgeschiedenen Flächen nach seiner eigenen Statistik im Kanton Freiburg in der Grössenordnung von 600 bis 700 Hektaren liegen. Er nimmt an, dass der Kanton die Betriebsreserven nicht berücksichtigt hat. Da der Kanton eine Strategie zur Stabilisierung der Ausdehnung der Arbeitszonen bis in 15 Jahren verfolgt, akzeptiert er diese Abweichungen bei den angegebenen Zahlen aufgrund der verschiedenen Diagnosemethoden. Er verlangt aber, dass der Kanton eine Anzahl Arbeitsplätze, die er im zeitlichen Horizont von 15 Jahren erreichen will, festlegt, damit er den Richtlinien des Bundes für die kantonalen Richtpläne entspricht.

Die Zahl der im zeitlichen Horizont von 15 Jahren erwarteten Arbeitsplätze wird festgelegt.

Der Bund unterstützt den Grundsatz des Ausgleichs durch Auszonung oder Nutzungsänderung von schlecht gelegenen Arbeitszonen für die Erweiterung der Arbeitszonen während der kommenden 15 Jahre. Er weist darauf hin, dass der Inhalt der regionalen Richtpläne eindeutig genug sein muss, damit die derzeitige Gesamtausdehnung der Arbeitszonen nicht vergrössert werden kann.

Der Inhalt des Richtplans scheint diesem Ersuchen zu entsprechen. In den Leitfäden, die der Kanton für die Orts- und Regionalplanung erstellt hat, werden detailliertere technische Hinweise zu den Modalitäten, die bei der unteren Planung angewendet werden müssen, gegeben.

Der Bund ist gegen die Schaffung einer nicht quantifizierten kantonalen Arbeitszonenreserve, deren Herkunft nicht festgelegt wird. Er ist der Meinung, dass der Grundsatz, wonach der Kanton nicht den Bemessungskriterien der Arbeitszonen für kantonale Projekte unterstellt ist, nicht dem Bundesrecht entspricht, und er verdächtigt den Kanton, dass er die Arbeitszonen überdimensionieren will. Der vorgeschlagene Inhalt für die Arbeitszonen kann vom Bundesrat nicht

genehmigt werden, solange diese Gesichtspunkte nicht den Anforderungen des Bundesrechts genügen.

Im kantonalen Richtplan wird darauf hingewiesen, dass die kantonale Reserve aus 40 Hektaren überdimensionierter Arbeitszonen, die der Kanton derzeit umfasst, gebildet wird und diese Reserve je nach Auszonungsmassnahmen alimentiert wird. Laut COPIL sollen jedoch die Reserven, die aus Auszonungen stammen und nicht die Bauzonenredimensionierung betreffen, zu den Reserven der betroffenen Region und nicht zu denen des Kantons hinzugezählt werden. Der Grundsatz, wonach die kantonalen Projekte nicht den Bemessungskriterien unterstellt sind, wird aufgehoben.

Die Mehrheit der Vernehmlassungsadressaten unterstützt die Variante, bei der die Verwaltung der Arbeitszonen den Regionen übertragen wird.

Das Thema wurde entsprechend angepasst.

Mehrere Gemeinden verlangen, dass die Typologie ihrer Arbeitszonen überprüft wird (Überführung in die kantonalen Arbeitszonen) oder dass diese als regionale Arbeitszonen anerkannt werden.

Es wurden systematisch Kontrollen für alle Anerkennungs-gesuche durchgeführt, und keine der vorgeschlagenen Zonen erfüllt alle Zugehörigkeitskriterien. Für die regionalen Arbeitszonen schreibt das vorgeschlagene Verfahren vor, dass es an den Regionen ist, solche Zonentypen in einem regionalen Richtplan festzusetzen.

Mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände verlangten, dass die Frist für die Festlegung der regionalen Zonen und der Sektoren, in denen die Einteilung in die Arbeitszone studiert werden kann, mehr als 2 Jahre (Frist gemäss der Version in der öffentlichen Vernehmlassung) oder 5 Jahre und nicht 3 Jahre (Frist gemäss der eingeschränkten Vernehmlassung) beträgt. *Die Arbeiten müssen von den Regionen sobald wie möglich in Angriff genommen werden; denn es ist wesentlich, der Wirtschaft klare Bedingungen für ihr Weiterbestehen und ihre Entwicklung zu geben. Die Frist muss also kurz sein. Die meisten Regionen haben ihre Überlegungen bereits begonnen. Somit wird vorgeschlagen, die Frist von 3 Jahren beizubehalten (diese Frist gilt für die Eröffnung der öffentlichen Vernehmlassung für den regionalen Richtplan). Die Frist von 3 Jahren wird beibehalten.*

Mehrere Gemeinden und Gemeindeverbände sind der Meinung, dass die vorgeschlagenen Grundsätze, welche die Erweiterung von Zonen dritter Kategorie (übrige Zonen) von der gleichzeitigen Einreichung eines Baugesuchs abhängig machen, unrealistisch sind.

Die Einteilung in die Arbeitszone, die mit einem Baugesuch koordiniert wird, ist bei dringenden Projekten (wie Nespresso in Romont) zur Zufriedenheit der verschiedenen Akteure seit mehreren Jahren gängige Praxis. Der Grundsatz ist also nicht unrealistisch.

Die Gemeinden, die von strategischen Sektoren im städtischen Umfeld betroffen sind, verlangen, dass die formulierten Anforderungen überprüft werden und dass in diesen Sektoren eine gewisse Durchmischung möglich ist.

Die Bemerkung ist stichhaltig; im Thema und in den betreffenden Projektblättern wurden Anpassungen vorgenommen.

8.11. Wohnungen

Der Bund ersucht den Kanton, seinen Richtplan mit dem Thema Wohnungen zu ergänzen; denn mehrere Bezirke des Kantons Freiburg zeichnen sich durch eine angespannte Situation im Wohnungsmarkt aus. Zwischen 2013 und 2017 wiesen die Bezirke Greyerz, Saane und Sense eine durchschnittliche Leerstandsquote von fast 1% und der Vivisbachbezirk eine durchschnittliche Leerstandsquote von 0,6% auf. Der Bedarf an Massnahmen im Interesse von erschwinglichem Wohnraum ist im Kanton daher ausgewiesen, und zwar nicht nur in den Gemeinden, die von einem erhöhten Zweitwohnungsanteil betroffen sind. Der Kanton wird aus diesem Grund ersucht, den kantonalen Richtplan zu ergänzen und dabei zu erklären, welche Ziele und Massnahmen ein Wohnungsangebot, das den verschiedenen Bedürfnissen entspricht, und insbesondere den Bau von erschwinglichem Wohnraum für Familien und ältere Personen sicherstellen. Die Handlungsziele richten sich auf die am meisten von dieser Problematik betroffenen Regionen und darauf, das Verständnis dafür auf gemeindeübergreifender Ebene zu fördern und die Projekte der Gemeinden, Agglomerationen und Regionen zu unterstützen.

Nach einem parlamentarischen Vorstoss über die Notwendigkeit eines kantonalen Wohnungsgesetzes sind der Staatsrat und der Grosse Rat kürzlich zum Schluss gelangt, dass die derzeitigen Bestimmungen in diesem Bereich genügen. Da der kantonale Richtplan in die Zuständigkeit des Staatsrats und nicht des Grossen Rats fällt, ist es nicht Sache des kantonalen Richtplans, eine Strategie über die Frage des Wohnraums auszuarbeiten. Eine Beobachtung des Wohnraums ist hingegen im Gang. Auf der Grundlage der Ergebnisse wird der Staatsrat prüfen, ob er dem Grossen Rat eine Massnahme vorschlägt. Gegebenenfalls wird der kantonale Richtplan ergänzt.

8.12. Energie

Mehrere Gemeinden mit prioritären Windenergie-Standorten, einige Umweltschutzorganisationen, eine politische Partei und rund hundert Privatpersonen stellen das Windkraftkonzept, die verwendete Methode und die gewählten Standorte in Frage. Der Bund verlangt, dass die Grundsätze übernommen werden, die er für Kleinwindanlagen festgelegt hat; die Vorschläge des Kantons erscheinen zu flexibel.

Der Kanton hält an den Ergebnissen der Planung mit Berücksichtigung der Ziele der Energiestrategie und des Anteils, den die Windenergie zukünftig erreichen soll, fest. Das Windkraftkonzept wurde ausgearbeitet, indem möglichst viele Kriterien

miteinbezogen und die Überprüfungen, die auf kantonaler Ebene möglich sind, durchgeführt wurden. Die gewählten Standorte sind Sektoren, in denen Windparks geprüft werden können. Die Gemeinden sind derzeit nicht verpflichtet, eine Einzonung vorzunehmen. Einige Grundlagen werden erst zu einem späteren Zeitpunkt vom Kanton oder von Projektträgern erstellt. Für die Kleinwindanlagen wird das Thema ergänzt.

Der Bund verlangt, dass die Liste mit den geschützten Objekten, auf denen Photovoltaikanlagen nicht installiert werden können, gemäss den Vorgaben des Bundes in den kantonalen Richtplan integriert wird.

Es handelt sich tatsächlich um ein Versehen. Die Liste wurde durch eine Verordnung des Staatsrats vorläufig festgesetzt. Eine Ergänzung wird vorgenommen.

Mehrere Vernehmlassungsadressaten wollen nicht, dass der Kanton die Erstellung von Erdsonden im Namen des Gewässerschutzes erschwert.

Der Kanton hat diese Sachverhalte kürzlich klarer formuliert.

8.13. Tourismus

Einige Gemeinden wünschen, vom Kanton als kantonaler Tourismusschwerpunkt anerkannt zu werden. Die Gemeinde Cheyres-Châbles beantragt, in den Tourismusschwerpunkt von Estavayer integriert zu werden.

Im Bereich Tourismus sind derzeit Arbeiten auf kantonaler Ebene im Gang. Anpassungen werden auf Grundlage der Ergebnisse vorgeschlagen. Der Staatsrat weist jedoch darauf hin, dass eine finanzielle Unterstützung über den Tourismusschwerpunkte möglich ist. Für die Gemeinde Cheyres-Châbles wird die Korrektur vorgenommen, da sie die Problematik des Seeufers mit Estavayer teilt.

Mehrere Vernehmlassungsadressaten verlangen, dass für die Tourismusschwerpunkte eine bessere Anbindung an den öffentlichen Verkehr sichergestellt wird.

Die Anbindung an den öffentlichen Verkehr wird – insbesondere aus finanziellen Gründen – durch die Nachfrage bestimmt. Die Tourismusschwerpunkte werden jedoch bei den Bestellungen von Angeboten im öffentlichen Verkehr durch den Kanton berücksichtigt.

Einige Vernehmlassungsadressaten wünschen, dass Einrichtungen und Anlagen für Freizeit und Tourismus nur in Tourismusschwerpunkten möglich sind, um Lebensräume und Landschaften zu schützen; andere Vernehmlassungsadressaten wiederum möchten, dass Einrichtungen und Anlagen für Freizeit und Tourismus ausserhalb der Tourismusschwerpunkte möglich sind.

Die vorgeschlagenen Grundsätze werden nicht geändert, aber es ist klar, dass Bauten mit einer gewissen Bedeutung vor allem zur Förderung der Attraktivität von kantonalen und regionalen Tourismusschwerpunkten beitragen sollen.

Eine politische Partei und mehrere Vernehmlassungsadressaten verlangen, dass der kantonale Richtplan Orientierungen zur Aufwertung der Seeufer gibt.

Der kantonale Richtplan wurde nach der öffentlichen Vernehmlassung mit einem neuen Thema ergänzt, das die Absichten des Kantons, Überlegungen dazu anzustellen, ankündigt. Diese Änderung ist Teil der Unterlagen zur eingeschränkten Vernehmlassung.

8.14. Zweitwohnungen

Der Bund begrüsst den vom Kanton vorgeschlagenen Inhalt. Mehrere Vernehmlassungsadressaten wünschen, dass die ortsbildprägenden Bauten auf die Kategorien B und C des Verzeichnisses der Kulturgüter ausgeweitet werden und nicht nur auf den Wert A, oder dass eine spezifische Erfassung durchgeführt wird.

Der Begriff der ortsbildprägenden Bauten gehört zur Terminologie der Kulturgüter. Es ist nicht vorgesehen, für die Zweitwohnungen eine spezielle kantonale Erfassung durchzuführen. Um hingegen eine Analogie mit den schützenswerten Gebäuden ausserhalb der Bauzone zu formulieren, wird der Begriff der ortsbildprägenden Bauten um die Gebäude B des Verzeichnisses der Kulturgüter erweitert.

8.15. Mobilität

Zahlreiche Gemeinden verlangen, dass der Kanton namentlich aufgrund der im kantonalen Recht definierten Vorgaben für die Erweiterung einer Bauzone ihre Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr verbessert.

Im Bereich des öffentlichen Verkehrs wird das Angebot durch die Nachfrage oder potenzielle Nachfrage bestimmt. Der Kanton stellt sicher, dass eine Mindesterschliessung auf dem ganzen Gebiet gewährleistet wird, aber eine zusätzliche Angebotssteigerung stützt sich aus Kostengründen auf die tatsächliche Nutzung.

Einige Vernehmlassungsadressaten sind der Ansicht, dass an den Stand der Erschliessung im Zusammenhang mit der Siedlungsentwicklung (neue Einzonungen, strategische Sektoren, Tourismusschwerpunkte, Siedlungsverdichtung usw.) zu wenig hohe Anforderungen gestellt werden; andere finden die Kriterien seien zu streng.

Die Notwendigkeit, Anforderungen an die Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr für die Siedlungsentwicklung zu stellen, ergibt sich aus den rechtlichen Grundlagen von Bund und Kanton. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass der definierte Stand einem Kanton mit den gegenwärtigen Raummerkmalen entspricht.

Einige Agglomerationsgemeinden und Raumplanungsfachleute wünschen, dass sich der Kanton im kantonalen Richtplan verpflichtet, automatische Veloverleihsysteme zu finanzieren.

Der Kanton sprach sich für einen Aufbau dieser Veloverleihsysteme in den Agglomerationen aus. Die Festlegung finanzieller Massnahmen ist nicht Gegenstand des kantonalen Richtplans, sondern des kantonalen Rechts. Dieser Punkt wird nicht hinzugefügt.

Eine Gemeinde ist erstaunt, dass der kantonale Richtplan im Kapitel Mobilität die Entwicklung von Elektrofahrzeugen nicht berücksichtigt.

Der kantonale Richtplan befasst sich mit den Grundsätzen und Massnahmen, die Auswirkungen auf die Planungsinstrumente für die lokale und regionale Ebene haben. Elektrofahrzeuge sind Transportmittel, die einen vergleichbaren Stellenwert wie traditionellere, brennstoffbetriebene Fahrzeuge haben, und sie erfordern keine besondere Behandlung in den Raumplanungsinstrumenten.

8.16. Bauerbe

Mehrere Gemeinden stellen das Inventar schützenswerter Ortsbilder (ISOS) und seinen Ansatz in Frage. In anderen Stellungnahmen wird darauf hingewiesen, dass das ISOS ein gutes Instrument ist und dass der Kanton eine umsichtige Anwendung befürwortet.

Das ISOS ist ein Bundesinventar. Der Bund ist für seine Aktualisierung und Entwicklung zuständig. Fehlt eine kantonale Erfassung, nutzt der Kanton die Erhebung auf Bundesebene, um die regionalen und lokalen Ortsbilder zu berücksichtigen. In diesen beiden Fällen ist der kantonale Auslegungsspielraum aber grösser.

Mehrere Gemeinden sind der Ansicht, dass die Gemeindebehörden vor der Eintragung in das ISOS angehört werden müssten.

Der Kanton präzisiert, dass das ISOS vom Bund weit vor dem Entwurf des kantonalen Richtplans erstellt wurde. Der Bund hat im Rahmen der Ausarbeitung des ISOS eine Vernehmlassung durchgeführt.

8.17. Fruchtfolgefläche

Der Bund und mehrere Vernehmlassungsadressaten sind der Meinung, dass das Siedlungsgebiet nur eine Grundlage ist, um die Verminderung von Fruchtfolgeflächen zu bestimmen, die als wichtig für den Kanton erachtet wird (bundesrechtliche Kriterien), aber dass der tatsächliche Nachweis einer gerechtfertigten Verminderung in die Zuständigkeit der Ortsplanung fällt. Mehrere Gemeinden fordern, dass der Nachweis der kantonalen Bedeutung von Einzonungen im Siedlungsgebiet auf FFF nicht mehr in der Planung auf lokaler Ebene erbracht wird.

Der kantonale Richtplan wird vervollständigt, um klarzustellen, dass das Siedlungsgebiet nur eine Grundlage für die Begründung darstellt und der Nachweis einer notwendigen Ver-

minderung im erläuternden Bericht der Ortsplanung erbracht werden muss.

Gemäss den neuen internen Weisungen der Bundesverwaltung beabsichtigen die Bundesämter, bei der Verminderung von FFF für Bundesprojekte zu einem Fonds für die Verbesserung von beeinträchtigtem landwirtschaftlichem Boden beizutragen, wenn Ausgleichsmassnahmen nicht möglich sind.

Das ist ein interessanter Ansatz. Ein Grundsatz wird dem Text des Richtplans hinzugefügt, um mit den zuständigen Bundesbehörden die Modalitäten der Umsetzung dieses Vorschlags prüfen zu können.

8.18. Bauten ausserhalb der Bauzone

Zahlreiche Vernehmlassungsadressaten verlangen eine Lockerung der Bestimmungen für Bauten ausserhalb der Bauzone, um brachliegende oder ungenügend genutzte Volumen besser nutzen zu können.

Die gesetzlichen Bestimmungen über Bauten ausserhalb der Bauzone werden ausschliesslich im Bundesrecht geregelt. Der Kanton verfügt in diesem Bereich über keinen Handlungsspielraum. Ein Entwurf zur Änderung des Bundesgesetzes dazu wird ausgearbeitet (Revision des Raumplanungsgesetzes, zweite Etappe).

8.19. Weiler ausserhalb der Bauzone

Mehrere Gemeinden fordern, dass die Kriterien des Richtplans gelockert werden, damit die Bestimmungen auf mehr Gebäude als gegenwärtig angewendet werden können. Der Bund verlangt, den Geltungsbereich einzuschränken, indem namentlich der maximale Gebäudeabstand auf 20 oder 30 Meter anstatt 50 Meter festgesetzt wird.

Das Thema ist eine Umsetzung der Bestimmungen des Bundesrechts. Der Bundesrat hat sie 1995 ausgearbeitet und genehmigt. Diese Genehmigung wurde 2004 für ein gleiches Thema bestätigt. Das vorgeschlagene Thema wurde unverändert von den zwei vorhergehend genehmigten Texten übernommen. Das Bundesrecht wurde nicht geändert. Die Änderung der Kriterien würde die seit 20 Jahren genehmigten Sektoren in Frage stellen. Der Staatsrat vertritt die Meinung, dass der gegenwärtige Wortlaut dieses Themas beibehalten werden sollte.

8.20. Alpbetriebe

Der Bund äussert Vorbehalte zu dieser Thematik, die der Kanton schon 2004 vorgeschlagen hatte und auf die er nicht eingetreten ist. Er könnte seine Position nur dann revidieren, wenn der Kanton die Landschaften oder eine Verbindung zwischen den Anlagen und der Landschaft als wichtig erachtet. Diese Neubeurteilung müsste auf der Grundlage eines kantonalen Landschaftskonzepts basieren, welches bisher nicht vorhanden ist.

Der Staatsrat zieht dieses Thema zurück und behält sich die Möglichkeit vor, es zu einem späteren Zeitpunkt auf der Grundlage des kantonalen Landschaftskonzepts, das in Ausarbeitung ist, erneut zu unterbreiten.

8.21. Fliessgewässer

Mehrere Vernehmlassungsadressaten bringen in den Bereichen der Festlegung und des Schutzes von Gewässerräumen Bedenken an.

Dieser Begriff wird im Bundesrecht definiert. Er ist auch in den kantonalen rechtlichen Grundlagen verankert. Im kantonalen Richtplan werden nur die Folgen des Gewässerraums auf die Raumplanung und die Modalitäten der Berücksichtigung in der Ortsplanung deutlich gemacht.

Mehrere Gemeinden sind der Ansicht, dass der Kanton Gewässerrevitalisierungsprojekte tragen sollte, da er sich dafür ausspricht.

Die finanziellen Fragen werden nicht im kantonalen Richtplan behandelt, sondern im kantonalen Gewässergesetz. Der Staatsrat unterstreicht, dass, obwohl die Gemeinden die Bauherrschaft über Gewässerrevitalisierungsprojekte innehaben, diese Projekte erhebliche finanzielle Unterstützung von Bund und Kanton erhalten.

In mehreren Stellungnahmen wird die Ansicht vertreten, dass in den Revitalisierungsprojekten verhindert werden müsste, dass Fruchtfolgefleichen in Anspruch genommen werden.

Dieses Thema wurde mehrmals auf Bundesebene diskutiert. Auf nationaler Ebene wurden Grundsätze formuliert, und der Kanton wird diese in den auf dem Kantonsgebiet verwirklichten Projekten umsetzen.

8.22. Materialabbau

Die Vertreter von Betreibern fordern, dass die Kriterien für die Betriebsstandorte gelockert werden. Die Anrainer der Betriebsstandorte sind der Ansicht, dass die kantonale Planung den Immissionen und den nachteiligen Auswirkungen für die Bevölkerung nicht genügend Rechnung trägt. Der Bund ist der Meinung, dass neue Ausbeutungen an den vorrangigen Standorten liegen müssen. Das sind die einzigen Standorte, die er genehmigen wird.

Nach der öffentlichen Vernehmlassung wurde eine Überprüfung des Stands der bewilligten Abbaustandorten, des Abbauvolumens und des Bedarfs an Materialien vorgenommen. Diese Überprüfung ergab, dass der Bedarf des Kantons mittelfristig gedeckt ist. Ab 2019 wird eine Revision des Sachplans, die eine erneute Überprüfung der Methode zur Bestimmung der vorrangigen Standorte und des zu deckenden Bedarfs erlauben wird, eingeleitet. Der Richtplan wird nach dieser Revisionsarbeit angepasst.

8.23. Projektblätter

Der Bund ist der Ansicht, dass der Kanton, um festzulegen, welche Projekte in den Richtplan aufgenommen werden müssen, eine beachtliche Arbeit geleistet hat. Der Bund hält zudem fest, dass einige, während der zweiten Vernehmlassung (eingeschränkte Vernehmlassung) übermittelte Projektblätter anscheinend nicht mit den gleichen Kriterien analysiert wurden wie diejenigen der ersten Übermittlung und dass einige Projektblätter nicht unbedingt in den Richtplan gehören. Er weist darauf hin, dass auch für die Projektblätter, die er genehmigen wird, die Verfahren für die Einzonung und Baubewilligung vorbehalten bleiben. Mehrere Gemeinden oder Gemeindeverbände haben Gesuche um Eintragung von Projekten eingereicht, weil sie befürchteten, dass einige auf regionaler oder lokaler Ebene vorgesehene Projekte nicht ohne vorgängige Eintragung im Richtplan umgesetzt werden können.

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die vom eidgenössischen Gesetzgeber gewünschte Neuheit viele Fragen aufwirft und dass die Kantone und der Bund sich in den kommenden Jahren austauschen müssen. Sie müssen genauer bestimmen, wann und unter welchen Modalitäten ein Projekt im Richtplan eingetragen werden muss, damit die Verwaltung des kantonalen Richtplans sowohl für die kantonalen als auch für die eidgenössischen Behörden in den für die Umsetzung der Projekte zumutbaren Fristen möglich bleibt.

Für die Eintragung von Projektblättern im Richtplan wurden die folgenden nicht kumulativen Kriterien zur Annahme oder Ablehnung der Gesuche um Eintragung von Projekten definiert:

- > *Projekt, für das eine Einzonung oder eine Nutzungsänderung mit einer Fläche von mehr als 3 ha notwendig ist;*
- > *Projekt, für das die Planung von mehr als 1500 Parkfeldern notwendig ist;*
- > *Projekt, für das eine interkantonale oder eidgenössische Koordination notwendig ist;*
- > *Projekt, das Teil einer Studie, eines Sachplans oder eines kantonalen bzw. nationalen Inventars ist;*
- > *Eintrag des Projekts gemäss Planungshilfe des Bundes für die kantonale Richtplanung zwingend.*

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass für Projekte, die unter den angegebenen Schwellenwerten sind, keine vorgängige Eintragung im kantonalen Richtplan nötig ist, bevor die Arbeiten der Einzonung und der Baubewilligung gemäss den üblichen Verfahren aufgenommen werden.

Rund hundert Privatpersonen, Vereine und die Gemeinden La Verrerie, Vulruz und Sâles sprachen sich gegen Windenergie-Standorte bzw. gegen sämtliche gewählte Standorte, die festgestellten Sachzwänge und die Standorte auf ihrem Gemeindegebiet aus.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass das vom Kanton ausgearbeitete Windenergiekonzept dem heutigen Wissensstand entspricht. Es trägt dazu bei, die Zielsetzung der kantonalen Energiestrategie im Bereich Windenergie zu erreichen.

Der Bund, der Kanton Bern, der Verband der Gemeinden des Seebezirks und die Umweltschutzorganisationen gaben zum Projekt des Zentrums für Gemüseproduktion und -verarbeitung in Galmiz Zweifel Ausdruck.

Eine Anpassung des Projektblatts wurde während der eingeschränkten Vernehmlassung vorgeschlagen. Die betroffenen Akteure werden sich austauschen, um die Modalitäten und die Entwicklung eines solchen Projekts zu bestimmen.

Für die individuellen Projektblätter brachte der Bund einige Anmerkungen vor und verlangte Zusatzinformationen für die Gesamtüberarbeitung des Richtplans. Die folgenden Erwägungen sind die wichtigsten:

Forderung nach Änderung der Kategorie eines Projekts, das vom Bund als weniger weit fortgeschritten beurteilt wird als vom Kanton und das daher beim jetzigen Stand nicht genehmigt werden kann

Umfahrungsstrasse Düdingen, Schiffenen-Murten, Windenergie-Standort «Massif du Gibriloux», Windenergie-Standort «Schwyberg», Windenergie-Standort «Autour de l'Esserta».

Forderung nach Zusatzinformationen für die eidgenössische Schlussprüfung

Entwicklung des Skigebiets Schwarzsee, Sanierung der ehemaligen Deponie La Pila, Zentrum für Gemüseproduktion und -verarbeitung im Seeland, Hochwasserschutz und Revitalisierung der Kleinen Glane, Revitalisierung der Biorde, Gewässerentwicklungskonzept (GEK Sense 21), Hochwasserschutz und Revitalisierung des Grossen Moores, Entwicklung des Gebiets Jaun/Gastlosen, Logistikzentrum im Sektor La Guérite, Verbindung Marly–Matran.

Forderung nach Änderung der Kategorie eines Projekts und nach Zusatzinformationen für die Schlussprüfung

Erweiterung des Skigebiets, MTB-Strecken und Klettersteige von Moléson-sur-Gruyères.

Forderung nach Änderung der Kategorie eines Projekts und nach Zusatzinformationen für die Schlussprüfung sowie Zweifel an der rechtlichen Machbarkeit des Projekts, wie es präsentiert wird

Biomassenzentrum und Energiepark Galmiz, Skigebiet – Verbindung Rathvel, Moléson-sur-Gruyères, Entwicklung des Beherbergungsangebots und der Aktivitäten für alle Jahreszeiten in Vounetz, Sommerinfrastrukturen in La Berra und Verbesserung der Verbindung La Berra-Plan des Gouilles.

Forderung nach Überprüfung der Notwendigkeit einer Eintragung im Richtplan und nach Zusatzinformationen für die Schlussprüfung sowie Zweifel an der rechtlichen Machbarkeit des Projekts, wie es präsentiert wird

MAC Middel, Autobahnanschluss Friseneit, Erweiterung des Papilliorama, Aufwertung und Inwertsetzung des Mont-Vully, Zentrum Schwarzsee.

Forderung nach Überprüfung der Notwendigkeit einer Eintragung im Richtplan

MTB-Farm Hapfere Plaffeien, touristische Entwicklung des Sektors Bad in Schwarzsee, Erweiterung Sportanlagen Gurmels, Ausbau der Deponie des Typs D von Châtillon in Haute-erive.

Der Staatsrat hat alle Zusatzinformationen, die für die Genehmigung von möglichst vielen Projektblättern möglich waren, eingetragen. Er war damit einverstanden, den Stand der Koordination der Projekte «Windenergie-Standort Schwyberg», «Erweiterung Sportanlagen Gurmels» und «MAC Middel» zu ändern. Aufgrund der Prüfung der Bundesbehörden hat die Regierung entschieden, dass die Projektblätter «Skigebiet-Verbindung Rathvel, Moléson-sur-Gruyères» und «Autobahnanschluss Friseneit» zurückgezogen werden.

8.24. Übersichtskarte

Der Bund ist der Meinung, dass die Übersichtskarte für ein Dokument dieser Grössenordnung von hoher Qualität und gut lesbar ist. Sie enthält die notwendigen Informationen, um den Vorgaben des Bundes zu entsprechen. Mehrere Vernehmlassungsadressaten sind der Ansicht, dass die Karte einen anderen Massstab haben müsste, damit sie besser lesbar ist, und die grafischen Darstellungen verbessert werden müssten.

Der Staatsrat führt aus, dass der Massstab der Übersichtskarte (1:50 000) im Bundesrecht definiert wird und dass dadurch in einem Dokument, das eine kantonale Richtplanung bleiben soll und gegenüber Dritten nicht wirksam ist, nicht zu genaue Informationen dargestellt werden. Im Zusammenhang mit den grafischen Darstellungen wurden Abklärungen und Anpassungen vorgenommen.

9. Erhebliche Meinungsverschiedenheiten

Nach der öffentlichen Vernehmlassung hat die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) in Absprache mit dem Staatsrat aufgrund eines ersten Entwurfs des Vernehmlassungsberichts nach Artikel 12 RPBR eine Liste der erheblichen Meinungsverschiedenheiten zwischen den kommunalen und kantonalen Behörden erstellt. Meinungsverschiedenheiten, die sich aus den gesetzlichen Grundlagen oder Sachplänen ergeben, wurden nicht als erhebliche Meinungsverschiedenheiten aufgenommen.

Die erheblichen Meinungsverschiedenheiten betrafen die folgenden Themen:

- > Verworfen Projektblätter
- > Planung von Windenergie-Standorten
- > Kategorie der touristischen Entwicklungsschwerpunkte
- > Typologie der Arbeitszonen
- > Kategorie Siedlungen (Siedlungsprioritäten)
- > Anpassungen des Siedlungsgebiets

Am 23. März 2018 wurden individuelle Briefe an 60 betroffene Gemeinden verschickt. In diesen Dokumenten wurden die Meinungsverschiedenheiten und die von der kantonalen Instanz vorgeschlagene Antwort genannt. Die Gemeinderäte hatten 15 Tage Zeit, um eine allfällige Anhörung bei einer Delegation des Staatsrats zu verlangen.

Die Gemeinden, deren Stellungnahmen nicht erhebliche Meinungsverschiedenheiten betrafen oder für die Anpassungen vorgenommen werden, wurden am gleichen Tag darüber informiert, dass sie von der Behandlung ihrer Stellungnahme bei der Veröffentlichung des Berichts Anfang Juli 2018 würden Kenntnis nehmen können.

43 Gemeinderäte haben innerhalb der gesetzten Frist um eine Anhörung ersucht. Es fanden auch einige informelle Kontakte mit anderen Vereinen oder Gemeindeverbänden statt.

Nach den Anhörungen bei einer Delegation des Staatsrats, die zwischen Mitte April und Mitte Mai 2018 stattfanden, schienen die während der Sitzungen vorgebrachten Erklärungen einige Missverständnisse aus dem Weg zu räumen.

Das Siedlungsgebiet, die gewählten Windenergie-Standorte und die kantonalen touristischen Entwicklungsschwerpunkte waren dabei die wichtigsten Diskussionspunkte. Einige Feinabstimmungen wurden nach diesen Gesprächen vorgenommen; diese sind jedoch für die Ausrichtung des Dossiers, das in die öffentliche Vernehmlassung gegeben wird, nicht von besonderer Tragweite.

10. Die wichtigsten aufgrund der öffentlichen Vernehmlassung vorgenommenen Änderungen

Nach der öffentlichen Vernehmlassung wurden am Dokument verschiedene Änderungen vorgenommen. An dieser Stelle wird nicht auf alle eingegangen, sondern es wird auf die wichtigsten Änderungen des Inhalts des Richtplans hingewiesen.

Die folgenden Punkte des kantonalen Richtplans wurden geändert:

- > Zusatzinformationen zum strategischen Teil, um den Vorgaben des Bundes bestmöglich zu entsprechen;

- > Zusatzinformationen zu den Themen im Zusammenhang mit den Bauzonen, um den Vorgaben des Bundes bestmöglich zu entsprechen (Bemessungskriterien, Baupflicht, Arbeitszone);
- > Einführung eines Themas zu den Seeufern (Überlegungen auf kantonaler Ebene);
- > Festlegung der Kriterien der Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr und des Langsamverkehrs, deren Erfüllung nachgewiesen werden muss, damit eine Verdichtung ohne quantitative Grenzen in Betracht gezogen werden kann;
- > Wahl einer regionalen Variante für die Bewirtschaftung der Arbeitszonen und Korrektur der Bedürfnisse des Sense- und des Vivisbachbezirks, weil gewisse Zahlen im Dossier für die öffentliche Vernehmlassung vertauscht worden waren;
- > Hinzufügung von 13 Projektblättern und Korrektur des Inhalts eines Projektblatts (Zentrum für Gemüseproduktion und -verarbeitung im Seeland);
- > Anpassung des Siedlungsgebiets aufgrund der seit der öffentlichen Vernehmlassung genehmigten lokalen Planungen, der Überprüfung der Berücksichtigung von Naturschutzzonen, Landschaften und Ortsbildern sowie der Treffen mit den Gemeinden;
- > Integration der Gemeinde Cheyres-Châbles in den Tourismusschwerpunkt von Estavayer;
- > Anpassung des Themas Windenergie, um den Vorgaben des Bundes bestmöglich zu entsprechen;
- > Änderung des Stands der Koordination und Zusatzinformationen zu einigen Projektblättern entsprechend den Gesuchen des Bundes.

Nach der öffentlichen Vernehmlassung wurden zahlreiche geringfügige Anpassungen vorgenommen.

11. Modalitäten für die Verwaltung des Richtplans

11.1. Änderungen des kantonalen Richtplans

Das Bundesgesetz verlangt, dass der kantonale Richtplan alle zehn Jahre gesamthaft überprüft wird. Betroffene Gemeinden haben die Möglichkeit, inhaltliche Änderungen zu beantragen. Dabei wird zwischen drei Arten von Änderungen unterschieden: bedeutende Änderungen, geringfügige Änderungen und Änderungen der Projektblätter.

Erhebliche Änderungen unterliegen demselben Verfahren wie der Richtplan selbst. Der modifizierte Inhalt wird für zwei Monate – drei Monate für die Gemeinden – in die öffentliche Vernehmlassung geschickt, bevor er vom Staatsrat verabschiedet, dem Grossen Rat vorgelegt und vom Bundesrat genehmigt wird.

Sollten neue Studien oder Sachpläne erhebliche Änderungen des Richtplans nach sich ziehen, werden diese Dokumente bei der Vernehmlassung den neuen Texten des Richtplans beigelegt.

Eine Änderung eines Themas gilt als bedeutend, wenn die Änderung den rechtsverbindlichen Teil des Richtplans oder die Kartenelemente betrifft. Es gibt jedoch eine Ausnahme: Änderungen, welche die Aufgaben der kantonalen Dienststellen betreffen, gelten als geringfügig.

Bei geringfügigen Änderungen handelt es sich um Aktualisierungen der im Text gelieferten Informationen. Änderungen dieser Art werden ohne öffentliche Vernehmlassung vorgenommen. Der Staatsrat genehmigt sie und gibt seinen Entscheid den Bundes- und Gemeindebehörden bekannt.

Für die Projektblätter wurde in einer Anpassung des Ausführungsreglements des Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) ein besonderes Verfahren vorgeschlagen. Das Echo der Stellungnahmen des Kantons und des Bundes auf diese Anpassung war durchwegs positiv. Es ist vorgesehen, die Dauer der öffentlichen Vernehmlassung im Falle von neuen Projektblättern oder Anpassungen auf einen Monat zu verkürzen und nur neue Projektblätter dem Grossen Rat vorzustellen. Ausserdem ist ein vereinfachtes Verfahren zur Aktualisierung dieser bestimmten Art von Inhalt vorzusehen.

11.2. Raumplanungsbericht

Die Raumplanungsgesetzgebung auf eidgenössischer und kantonalen Ebene verpflichtet die zuständigen Behörden, am Ende einer Legislaturperiode dem Bund und dem Grossen Rat einen Bericht vorzulegen, der über den Stand und die Umsetzung der kantonalen Raumplanung informiert. In der Vergangenheit wurden in den Jahren 1997 und 2008 Berichte erstellt. Da der in Revision befindliche Richtplan als Bericht für das Jahr 2018 angesehen werden kann, folgt der nächste Bericht im Jahr 2023.

12. Kompass21 – Ergebnis der Beurteilung

Das Ergebnis der Beurteilung von Kompass21 ist sehr positiv. Die vollständigen Ergebnisse der Beurteilung stehen im Anhang dieses Berichts zur Verfügung.

Die Strategie, die Grundsätze und Massnahmen, die in diesem Plan festgelegt wurden, sind systematisch unter dem Gesichtspunkt Nachhaltigkeit ausgearbeitet worden. Der kantonale Richtplan hat einen erheblichen Einfluss auf die drei Pfeiler der nachhaltigen Entwicklung, aber insbesondere auf die analysierten Bereiche «Mobilität und Raum», «Rahmenbedingungen für die Wirtschaft», «Lebensraum und öffentlicher Raum» und «Energie».

Ein Teil der festgelegten Kriterien zur Beurteilung der Nachhaltigkeit sind schwierig einzuschätzen und haben eine indirekte Auswirkung. Der Richtplan schafft einen Rahmen für die Raumplanung und gibt keine Garantie, dass die verwirklichten Projekte alle der nachhaltigen Entwicklung dienlich sind. Vor allem in der Umsetzung des Plans auf regionaler und kommunaler Ebene werden die Auswirkungen auf die Wirtschaft, die Umwelt und die Gesellschaft wirklich messbar.

13. Das weitere Vorgehen

Sobald der kantonale Richtplan dem Grossen Rat zur Information vorgelegt worden ist, wird er vom Staatsrat verabschiedet und anschliessend dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet. Der genehmigte Richtplan dürfte im letzten Quartal 2018 an die Gemeinden und die betroffenen Stellen verteilt werden.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, vom Richtplandossier Kenntnis zu nehmen.